

TRIBUNE

ALGERIENNE

**• CONSTITUANTE
• SOUVERAINE!
• LIBERTES
• DEMOCRATIQUES!
• NO SPECIAL**

• EDITORIAUX PARUS DANS
TRIBUNE ALGERIENNE
DEPUIS SEPT. 74.

N° 6 MAI 76.

5^F

CORRESP^{CE}: S.E.L.I.O

87 R. DU. Fbg ST DENIS.

75010 PARIS

PRESENTATION

En Septembre 74, les militants trotskystes algériens associés au Comité International pour la Reconstruction de la IVe Internationale - dans le cadre du Groupe Marxiste Africain - affiliés aujourd'hui au Comité d'Organisation pour la Reconstruction de la IVe Internationale - tenaient leur Conférence annuelle et décidaient, après avoir discuté longuement de la situation politique en Algérie et de la situation internationale, de lancer "TRIBUNE ALGERIENNE POUR LA CONSTITUANTE ALGERIENNE SOUVERAINE".

Le programme des trotskystes algériens du "Comité de Liaison des Trotskystes Algériens" pour la Reconstruction de la IVe Internationale (C.L.T.A.); n'est pas l'instauration d'une démocratie bourgeoise en Algérie. Leur programme c'est celui de la Révolution prolétarienne en Algérie, de la dictature du prolétariat, c'est-à-dire de la destruction de l'Etat bourgeois, de l'expropriation de la débile bourgeoisie et de l'impérialisme de toutes leurs positions. C'est l'expression dans notre pays du programme de la IVe Internationale en reconstruction.

Le bilan qu'ils ont tiré du mouvement nationaliste et du mouvement ouvrier de la lutte pour l'indépendance nationale montre clairement la nécessité de la construction dans notre pays, du Parti Ouvrier Révolutionnaire, comme section nationale du parti mondial de la Révolution Socialiste.

En ce sens, ils combattent les illusions contre-révolutionnaires que sèment les staliniens du P.A.G.S. de la marche, à pas de géants, vers le socialisme sous la houlette de Boumedienne et de sa clique de Colonels de l'A.N.P., ils combattent les illusions que sèment les "tiers-mondistes", les nationalistes petits-bourgeois, sur une quelconque réforme de l'appareil d'Etat bourgeois, ils combattent toutes les théories dont l'objectif est d'empêcher le prolétariat algérien de construire ses organisations indépendantes par rapport à la bourgeoisie, notamment son parti révolutionnaire.

En Algérie aucune des tâches pour lesquelles notre peuple a combattu héroïquement pendant des décennies, notamment pendant la guerre d'Indépendance Nationale n'a été réalisée. Elles sont toujours à l'ordre du jour ! L'indépendance politique accordée par les accords d'Evian - signés par le FLN avec toutes composantes - est une indépendance formelle ! L'Algérie est plus que jamais subordonnée à l'impérialisme, la Réforme agraire n'a pas été réalisée, les libertés démocratiques n'existent pas !

Celles-ci sont la condition pour que le prolétariat algérien puisse se constituer comme classe, et donc postuler à la direction de la lutte pour la réalisation des tâches qui n'ont pas été réalisées et que la débile bourgeoisie ne peut réaliser à l'époque de l'Impérialisme pourrissant.

.../...

PRESENTATION

C'est ce combat que mènent avec acharnement les militants trotskystes du C.L.T.A. avec tous les militants, groupes, organisations qui refusent le régime militaire-policier des colonels, qui luttent pour la réalisation des tâches non accomplies par la lutte d'Indépendance Nationale; c'est pour cela qu'ils ont lancé "TRIBUNE ALGERIENNE" pour la Constituante Souveraine", bulletin rassemblant les combattants de la lutte réelle contre l'Impérialisme en Algérie.

Le mot d'ordre de la "Constituante Souveraine" ne subordonne en aucune manière les intérêts du prolétariat - la lutte pour sa constitution comme classe dirigeante - aux intérêts de la bourgeoisie ! bien au contraire il permet le rassemblement autour du prolétariat de toutes les couches de la société algérienne - principalement la jeunesse et la paysannerie - contre l'appareil d'Etat.

Refuser ce combat c'est être -qu'on le veuille ou non - pour le maintien de l'Etat bourgeois !

- le 8 Mai 1976 -

CORRESPONDANCE, Abonnements, Soutien :

S.E.L.I.O. - 87 rue du Faubourg St-Denis - 75010 PARIS

(Mention "TRIBUNE ALGERIENNE")

DÉCLARATION DU COMITÉ DE LIAISON DES TROTSKYSTES ALGÉRIENS

POUR LA RECONSTRUCTION DE LA IV^e INTERNATIONALE (CLTA)

Depuis près de deux ans (été 1974), la crise du régime militaro-policié dirigé par Boumediène et issu du putsch du 19 juin 1965, ne cesse de s'approfondir : « épuration » du Conseil de la révolution qui passe d'une trentaine à une dizaine de membres aujourd'hui, limogeages successifs, (Kaid Ahmed Cherif Belkacem...), « accident » du ministre de l'Intérieur Medeghri, internement du ministre des Finances Mahroug, etc.

Cette crise trouve une expression spectaculaire aujourd'hui dans le fait que quatre anciens dirigeants du GPRA, du CNRA et du FLN, qui avaient été silencieux depuis plus de dix ans, viennent de lancer à Alger, le 9 mars 1976, un appel au peuple algérien, fustigeant les méthodes du gouvernement de Boumediène et de sa clique de colonels.

Chacun constate qu'une crise politique se développe aujourd'hui au grand jour en Algérie. Quels sont les fondements ?

LA REVOLUTION CONFISQUEE

Chaque Algérien constate que la crise politique est ouverte. Chaque Algérien constate dans sa réalité quotidienne, que les objectifs pour lesquels le peuple algérien a combattu depuis l'Etoile nord-africaine, pour lesquels il a sacrifié un million et demi de ses enfants — à savoir : l'indépendance nationale, c'est-à-dire la rupture des liens de subordination de l'Algérie avec l'impérialisme, le pain, la terre, la liberté, la dignité... — n'ont pas été réalisés.

Chaque Algérien constate que la révolution agraire a été confisquée par la clique des colonels de l'ANP, de la Sûreté nationale et du Darak Elwatani (gendarmerie nationale), qu'il s'agit d'un régime ni « populaire » ni « socialiste », mais de la forme décrépite d'une dictature militaro-policière. Comment cela a-t-il été possible ?

Le point de départ se situe dans la signature des accords d'Evian qui ont structuré l'Etat bourgeois algérien à partir des liens étroits de subordination à l'égard de l'impérialisme français.

Mais la bourgeoisie algérienne était si débile qu'elle ne fut même pas capable de mettre en place un cadre parlementaire. Elle dut déléguer ses pouvoirs à un tuteur, Ben Bella, pour « discipliner » l'UGTA et l'UNEA, expulser les travailleurs des positions occupées à l'indépendance (terres, fermes, usines, logements) et reconstruire un nouvel appareil d'Etat, capable de maintenir l'ordre bourgeois.

LE REGIME MILITARO-POLICIER DE BOUMEDIENE

Ben Bella s'étant révélé incapable de réaliser ces objectifs, il dut céder la place à Boumediène et à son ANP, seule force structurée et homogène capa-

ble de maintenir l'Etat bourgeois. Telle est la signification du coup d'Etat du 19 juin de 1965. Boumediène a pu, parce qu'il s'appuyait sur l'ANP qui n'est pas la continuité de l'ALN mais la force contre-révolutionnaire forgée en Tunisie et au Maroc, avec l'aide matérielle et politique des bourgeoisies arabes, de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin, réaliser ces tâches : expulser les travailleurs des terres et des usines occupées, dissoudre l'Assemblée nationale, abroger la Constitution, vider le FLN et la JFLN de toute vie politique réelle, dissoudre l'UNEA, mettre au pas l'UGTA, interdire les libertés démocratiques, ériger l'obscurantisme religieux en méthode de gouvernement.

Boumediène a pu pendant dix ans forger un nouvel appareil d'Etat autour de l'ANP et de ses annexes : la gendarmerie et la police, gratifiées d'immenses domaines, de fermes et d'entreprises..., véritables enclaves échappant à tout contrôle administratif ou fiscal, devenues par suite de leur croissance un véritable cancer qui ronge la société algérienne.

Le lancement des plans triennal (1967-1970) et quadriennaux (1970-1974, 1974-1977) a permis à la bourgeoisie de prospérer à l'abri de la tutelle de Boumediène soit directement, soit par le pillage des entreprises nationalisées.

Du fait de l'absence de réforme agraire et du renforcement des liens avec l'impérialisme, ces plans ne pouvaient en aucune façon permettre l'édification d'une économie capable de résoudre les problèmes laissés par la colonisation et pour le moins de donner à tous du travail, du pain, un logement, la santé, l'école. Bien au contraire, la surfiscalité, les investissements massifs dans le secteur des hydrocarbures, ont abouti à ruiner l'ensemble du pays et à subordonner totalement le pays à l'impérialisme (90% des exportations en 1975 constitués par les hydrocarbures).

Les résultats de « l'industrialisation » et de la « révolution agraire » sont dérisoires. Le chômage des jeunes et des femmes est massif. Plus d'un million d'Algériens sont émigrés sans aucune chance de réinsertion, les salaires sont bloqués, l'inflation galopante, le ravitaillement en produits essentiels n'est même plus assuré, l'eau manque...

Boumediène aura beau déployer tous ses efforts pour maintenir une chape de plomb sur le peuple algérien, les revendications fondamentales devaient inévitablement réapparaître à l'ordre du jour aux premiers signes apparents de la crise de l'appareil de l'Etat.

Depuis la grève de la RSTA en 1972, et surtout depuis la grève générale de la SNS de Kouba, la classe ouvrière est entrée dans la lutte contre le régime pour la défense de ses intérêts essentiels, nourrissant la lutte des étudiants contre le pouvoir et pour les libertés démocratiques (conférence de l'UNJA) et la résistance de la paysannerie pauvre.

LA FAILLITE DU REGIME

Le développement de la lutte des classes, la misère croissante, le chômage, la crise économique et financière ont aiguisé les contradictions et accéléré la décomposition au sein même du Conseil de la révolution. Pour empêcher la banqueroute financière Boumediène a dû emprunter à des conditions draconiennes auprès des banques internationales. La contrepartie exigée et acceptée dans le budget de 1976, c'est une politique de diminution massive du niveau de vie de la population et une surexploitation forcée.

C'est pour désamorcer cette mobilisation de la classe ouvrière, des fellahs et de la jeunesse contre le régime, que Boumediène a ouvert, dans son discours du 19 juin 1975, la perspective d'élections à une Assemblée nationale populaire, de l'élection d'un président de la République, d'un congrès du FLN (dont le dernier congrès a eu lieu en 1964), le tout précédé d'un discours général sur un projet de charte nationale. L'orientation présentée dans ce discours ne constitue en rien un « tournant démocratique » du régime. Elle est l'aveu de sa faillite. Elle est la preuve tangible du mécontentement des masses algériennes. Elle est une tentative de répondre à ce mécontentement grandissant de toutes les couches de la société algérienne.

De la même manière, c'est pour camoufler la faillite de son régime, enrayer la désintégration de l'appareil d'Etat, faire passer sa politique imposée par les banques, que Boumediène a voulu lancer le peuple algérien dans l'aventure du Sahara Occidental contre les intérêts communs des peuples du Maghreb ! Mais bien loin de résoudre les problèmes, cette diversion n'a fait qu'aiguiser les contradictions du régime : isolement total de Boumediène, tant sur le plan intérieur que sur le plan diplomatique, aggravation de la crise économique, refus des appelés et même d'officiers de s'engager dans une telle aventure !

C'est dans ce contexte que les quatre anciens dirigeants du FLN viennent de se prononcer pour « un débat public à l'échelle nationale », pour l'élection au suffrage universel direct et sincère d'une **Assemblée nationale constituante et souveraine**.

Le ralliement de Boudiaf, dirigeant du PRS (Parti de la révolution socialiste) et ancien responsable du CRUA, de Ait Ahmed, leader de l'ex-FFS (Front des forces socialistes), de Lebjaoui, ancien responsable du RUR (Rassemblement unitaire des révolutionnaires, « FLN clandestin », aujourd'hui dissous), et de Tahar Zbiri, ex-chef d'état-major de l'ANP, marque l'isolement politique du régime.

Il faut noter que ces groupes, militants et organisations, sont tous issus de l'éclatement du FLN, lequel n'a jamais inclus dans son programme le mot **d'ordre de la Constituante souveraine**.

Rappelons ici que c'est sur ce mot d'ordre que s'est constitué tout le mouvement nationaliste algérien, autour de l'Etoile nord-africaine (ENA) puis du PPA-MTLD.

Chaque travailleur comprend qu'il ne s'agit pas d'une utopique résurgence du passé, mais bien de la lutte pour la réalisation des revendications non satisfaites du peuple algérien. Il faut noter que tous ceux qui se prononcent aujourd'hui pour la Constituante, ne mentionnent jamais le droit d'organisation.

Nous, militants trotskystes du CLTA, nous disons :
— La lutte pour l'indépendance nationale, pour

s'arracher à la subordination à l'égard de l'impérialisme, la lutte pour les droits et libertés n'est pas terminée. Celle-ci ne peut être menée jusqu'au bout que par la classe ouvrière algérienne rassemblant autour d'elle la paysannerie, toutes les couches opprimées de la société algérienne, en particulier la jeunesse, en liaison avec les masses du Maghreb pour débarrasser l'Algérie et l'ensemble du Maghreb de l'impérialisme et de ses valets !

Nous disons :

— Le FLN comme organisation nationaliste-bourgeoise a montré historiquement son incapacité à mener jusqu'à son terme le combat pour les revendications fondamentales du peuple algérien (indépendance nationale, c'est-à-dire la rupture des liens de subordination de notre pays à l'impérialisme, le pain, la terre, la liberté), et que sa place comme organisation politique est marquée par la caution qu'il a apportée, toutes tendances réunies, aux accords d'Evian !

Nous disons :

— Le mot d'ordre de l'Assemblée constituante souveraine en Algérie, lancé par les trotskystes algériens du CLTA après leur conférence d'août 1974, et par les militants de « Tribune algérienne », est le mot d'ordre qui, aujourd'hui, peut centraliser le combat de toutes les masses algériennes contre l'appareil d'Etat, pour les revendications non satisfaites par la lutte héroïque d'indépendance nationale de notre peuple !

Nous disons :

— Pour que ce combat se mène, le prolétariat doit préserver son indépendance politique et d'organisation par rapport à la bourgeoisie. Cela signifie que la classe ouvrière a besoin de son propre parti, le parti ouvrier, le parti révolutionnaire, parti qui pour nous, trotskystes, trouve son expression la plus achevée dans le programme de la IV^e Internationale !

Dans « Tribune algérienne », l'organe du combat pour la Constituante souveraine, nous avons précisé le contenu de la Constituante :

- réalisation de l'indépendance nationale qui, compte tenu des liens de subordination de l'Algérie à l'impérialisme, n'est pas réalisée.
- réforme agraire,
- libertés démocratiques : liberté de presse, d'expression, d'association,
- laïcité de l'Etat,
- indépendance de l'UGTA par rapport au pouvoir et au parti.
- droit d'organisation pour tous les partis, groupes et organisations,
- droit au travail, etc.

C'est pourquoi les trotskystes algériens se prononcent inconditionnellement pour la Constituante souveraine et se déclarent prêts à agir en commun avec tous ceux qui font leur ce mot d'ordre.

A bas le régime de l'arbitraire !

Pour un gouvernement responsable devant une Assemblée constituante souveraine, élue au suffrage universel !

Pour la reconnaissance de toutes les organisations politiques et syndicales !

Liberté de presse, d'opinion, de réunion, d'organisation !

Pour l'indépendance de l'UGTA par rapport au pouvoir !

Libération des emprisonnés politiques ! Libre retour des exilés politiques !

Pour un Maghreb socialiste !

Pour le socialisme !

POURQUOI "TRIBUNE" ?

Peuple Algérien, fellah, travailleur, militant, jeune !

- Plus de 850.000 Algériens sont obligés, pour survivre et nourrir leurs familles, de s'exporter en Europe !
- Plus de 2 millions de chômeurs sur une population de 13 millions d'habitants !
- 500 dinards - pour ceux qui ont la chance d'avoir un emploi - en moyenne pour nourrir des familles de 7 à 12 enfants !
- Aucune liberté de presse, de réunion, d'organisation ! Aucun droit d'expression !

Tel est le bilan de 12 années "d'indépendance", sous la conduite de BOUMEDIENNE et consorts !

Peuple Algérien, fellah, travailleur, militant, jeune !

Est-ce pour cela que pendant plus de sept ans, au prix du sang, de plus d'UN MILLION DE SES ENFANTS, que notre peuple a combattu le colonialisme oppresseur ? ASSUREMENT NON !

Le peuple et les travailleurs algériens ont combattu pour le droit de vivre dignement, pour le droit au travail et à la Terre, pour le droit de gérer et de contrôler ses propres intérêts, pour le droit d'être LIBRE.

Qu'en est-il ?

- Un gouvernement issu d'un putsch où exécutif, législatif, administratif, justice, armée, police, sont entre les mains d'hommes désignés et dévoués au régime militaro-policier !

- Un pouvoir de fait incontrôlé, totalement subordonné aux intérêts de l'impérialisme et de ses représentants en ALGERIE !

Pas de Parlement ! Pas d'Assemblée Nationale !

- Un seul Parti : celui du pouvoir !

- Une organisation syndicale (l'U.G.T.A.), fondée par les travailleurs dans leur combat contre le colonialisme (que le régime tente systématiquement de détruire comme arme des travailleurs et dont la direction est, elle aussi, inféodée au Parti et à l'Etat !

Peuple Algérien, travailleur, fellah, militant, jeune !

Il y a 12 ans, en 1962, les masses algériennes arrachaient leur indépendance politique !

Il y a 20 ans, en 1964, la classe ouvrière et la paysannerie engageaient le combat pour recouvrer le sol national, pour démanteler le système colonial oppresseur, pour arracher les libertés ouvrières et démocratiques.

Aujourd'hui, en 1974, l'oppression existe toujours ! Les libertés ouvrières et démocratiques n'existent pas ! Et c'est pour cela que ce journal s'intitule "TRIBUNE ALGERIENNE". Et c'est pour cela que "TRIBUNE" est édité à l'extérieur !

Peuple algérien, travailleur, fellah, militant, jeune !

Les trotskystes algériens qui luttent en ALGERIE et dans l'émigration, pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire en ALGERIE, parti de la classe ouvrière algérienne, pour la reconstruction de la IVème Internationale, affirment :

- l'indépendance politique est une indépendance formelle !

- la débile bourgeoisie algérienne est totalement subordonnée aux intérêts de l'impérialisme !

- le gouvernement, l'Etat et tous ses rouages, sont étrangers aux masses et directement contre elles !

Peuple algérien, travailleur, fellah, militant, jeune !

- C'est parce que les objectifs fondamentaux pour lesquels les masses se sont sacrifiées - le droit d'être libre, majeur, digne ! - n'ont pas été réalisés, que nous reprenons le combat héroïque de notre peuple !

- Du plus profond de toutes les couches de la population monte cette revendication légitime : LIBERTE !

Si les trotskystes algériens sont à l'initiative de ce journal, tous les militants qui combattent pour les libertés ouvrières et démocratiques, pour une CONSTITUANTE algérienne, pourront s'y exprimer.

"TRIBUNE" est ouvert aux militants ouvriers qui refusent les tentatives du gouvernement de faire de l'Union Générale des Travailleurs Algériens (U.G.T.A.) une courroie de transmission de l'appareil d'Etat : l'U.G.T.A., SYNDICAT DES TRAVAILLEURS, AU SEUL SERVICE DES TRAVAILLEURS !

"TRIBUNE" est ouvert aux militants qui refusent le parti unique ! RECONNAISSANCE DE TOUS LES AUTRES PARTIS, DE TOUTES LES ORGANISATIONS !

"TRIBUNE" est ouvert aux fellahs qui voient se succéder les "révolutions" agraires du régime, mais qui restent sans terre, sans crédits, sans moyens techniques, toujours dépendants des "gros" qui commercialisent leur maigre production : ces "gros" qui ont démantelé le secteur autogéré, conquête des travailleurs et des paysans en 1962, ces "gros" qui cherchent à affamer, une fois de plus, les couches laborieuses au moment du Ramadan, ces "gros" qui assistent à un soi-disant congrès de l'U.N.P.A., qui les laissera toujours aussi puissants ! EXPROPRIATION DES SUCCESEURS DES BORGEAUD ET DES BEN GMANA !

"TRIBUNE" est ouvert aux militants du F.L.N. qui sont scandalisés par le fait que, depuis 65, il n'y ait ni parlement, ni députés, par le fait que les responsables du parti soient nommés par le gouvernement.

"TRIBUNE" est ouvert à tous les moudjahidines qui, en ce mois de Novembre, se souviennent des immenses sacrifices du peuple algérien pour arracher le droit d'être libre, digne, majeur ; qui se souviennent et qui constatent que l'A.N.P. n'est pas l'armée du peuple, mais une force militaire étrangère au peuple qu'elle prétend défendre. Et contre qui ?

"TRIBUNE" est ouvert aux instituteurs qui refusent de faire cohabiter l'Islam, l'obscurantisme et la culture !

Comment peut-on former des esprits libres si les enseignants n'ont pas eux-mêmes la liberté de choisir et de critiquer des programmes imposés par le Ministère de l'Education, subordonné à celui de "l'Enseignement originel et des Affaires religieuses" ?

Comment peut-on former les cadres et les hommes dont notre pays a besoin si, au lieu de la critique, on prêche l'esprit de soumission ? LAICITE DE L'ECOLE ! LAICITE DE L'ETAT !

"TRIBUNE" est ouvert aux étudiants, universitaires, chercheurs, qui souffrent des interventions et du contrôle incessants d'une bureaucratie analphabète, arbitraire et insolente !

"TRIBUNE" est ouvert à la jeunesse qui n'a d'autre perspective que le chômage et la délinquance, sans équipements sociaux et culturels, sans aujourd'hui et sans lendemain ! DROIT AU TRAVAIL POUR TOUS ! DROIT AUX LOISIRS !

"TRIBUNE" est ouvert aux médecins, cadres, fonctionnaires, qui ne peuvent exercer librement leur métier.

"TRIBUNE", c'est le journal de tous ceux qui veulent pour notre peuple les libertés ouvrières et démocratiques, LE DROIT DE REUNION, D'EXPRESSION, D'ORGANISATION POUR CHACUN, la fin de l'arbitraire, le droit pour chaque Algérien de participer à la vie politique du pays, d'élire librement les maires, les députés, les conseillers de son choix, au cours d'élections libres, où tous les partis politiques peuvent présenter leurs candidats ! Le droit de contrôler l'administration, la justice, l'armée et tous les rouages de l'Etat !

Nous refusons que demain succède à un putsch un autre putsch, à BOUMEDIENNE, un autre BOUMEDIENNE !

- Pour un gouvernement responsable devant une ASSEMBLEE NATIONALE ELUE DEMOCRATIQUEMENT PAR LE PEUPLE, AU COURS D'ELECTIONS OU TOUS LES PARTIS PEUVENT PRESENTER LEURS CANDIDATS !

- Assez du régime de l'arbitraire et de l'oppression !

- POUR LA CONSTITUANTE ALGERIENNE !

Pour leur part, les militants trotskystes algériens, qui combattent pour le socialisme, qui savent que le combat pour la Constituante Algérienne pose aujourd'hui directement le combat pour la dictature du prolétariat comme seul moyen d'accomplir les tâches démocratiques que la débile bourgeoisie algérienne ne peut réaliser, seront au premier rang de cette bataille. Ils savent et affirment que celle-ci ne peut être dissociée de la tâche de construction du Parti Ouvrier Algérien, section algérienne de l'Internationale ouvrière en reconstruction : la IVème Internationale.

L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE AU COEUR DE LA BATAILLE

En Algérie, les problèmes arrivent à maturité.

La mise en place du 2ème Plan quadriennal a été l'occasion pour les masses de tirer un bilan du plan triennal et du premier Plan. Bilan peu réjouissant car l'Algérie reste toujours un pays sous-développé, dépendant largement du marché mondial, dominé par les trusts qui continuent, sous des formes nouvelles, à piller notre pays.

Le Président-Colonel dit que l'Algérie est un pays indépendant qui marche vers le socialisme...

Mais les Algériens constatent que leur pays n'exporte que des matières premières : hydrocarbures, minerais ... et importe la totalité des machines et des équipements, des produits manufacturés et une large partie de son alimentation.

Où est l'indépendance d'un pays dont plus de 80 % des revenus proviennent des hydrocarbures, payés en dollars, dont la dévaluation constante est supportée par les détenteurs de ce papier-monnaie ? Comment peut-on prétendre devenir indépendant et dépendre aussi totalement du dollar et de l'impérialisme américain, que l'on prétend, par ailleurs, combattre ? Que signifie une industrialisation qui n'équipe pas les campagnes, laisse les wilayas de l'intérieur dans le dénuement total, tournée, non pas vers la modernisation du pays, mais vers ... la conquête de marchés extérieurs, à un moment où la crise économique frappe de plein fouet les pays capitalistes. Peut-on dire que l'achat des usines "clé en main", payées par les revenus des hydrocarbures, que BOUMEDIENNE dilapide, les impôts et taxes que les Algériens paient et les emprunts ruineux auprès du F.M.I. ... est une industrialisation ?

Comment le million d'émigrés en France ne seraient-ils pas angoissés, quand, à la 7ème Assemblée des cadres de l'Amicale des Algériens en Europe, ils entendent dire "qu'il est nécessaire d'intégrer les travailleurs émigrés dans les prévisions, les programmes, les perspectives, en un mot dans la stratégie nationale de développement économique et social" et que "la réinsertion" se fera en fonction des possibilités de l'économie nationale, ce qui ne se fera qu'au compte-gouttes, d'après les objectifs du 2ème Plan ? Les travailleurs, les jeunes qui ont fui le chômage, le régime policier et l'obscurantisme seront-ils condamnés à être des émigrés à vie ?

Le Président-Colonel dit que la Révolution Agraire a franchi une étape. Mais dans quel sens, se disent les Algériens qui constatent que la production céréalière diminue chaque année (23 millions de qx. en 1962 - 11 millions en 1974), que les rendements ne cessent de décroître, que le désert gagne partout ?

Comme disent les paysans, peut-on cultiver des terres médiocres, celles que le gouvernement nous a distribuées, quand on ne dispose pas du matériel indispensable : tracteurs, charrues, moissonneuses, camions ..., qu'on ne dispose que de logements misérables, inaccessibles, sans eau, que tous les circuits commerciaux sont contrôlés par la bourgeoisie et que les crédits ne sont jamais accordés aux pauvres fellahs ?

Le Président dit en lançant la 3ème phase : " Nous avons décidé de bannir à jamais le Khamesat."

Bravo, disent les fellahs ! Mais comment ferez-vous ? Nous n'avons ni le sol, ni les troupeaux, ni aucun moyen matériel. Tout est entre les mains des grands propriétaires qui contrôlent les structures commerciales, les transports, les marchés, les A.P.C., les A.P.W., et sont liés par mille liens aux cadres de l'A.N.P., de la police, de la gendarmerie, du F.L.N. ? Comment comptez-vous abolir le Khamesat ? Vous êtes au pouvoir depuis 10 ans et, d'après "MOUDJAHID" lui-même (3/1/75) :

" Il est inadmissible qu'à l'heure où le producteur du Nord accède au rang de gestionnaire-responsable ... son frère du Sud demeure exploité, vivant en marge du progrès et de la justice sociale. La lutte pour la libération de l'homme algérien ne peut s'arrêter au Nord du pays : elle doit être engagée dans le Sud, là où l'organisation sociale et économique héritée des siècles obscurs demeure telle quelle."

Allez-vous bouleverser les structures traditionnelles, donner la terre aux paysans et exproprier sans indemnité les gros ?

- Non, dit BOUMEDIENNE. Nous ne toucherons pas aux gros ! Nous ne ferons pas davantage pour vous ! Travaillez et acceptez votre destin !

BOUMEDIENNE dit que la femme doit être l'égal de l'homme.

Cela veut-il dire qu'il va créer des emplois pour les 3,5 millions de femmes sans travail ? Des crèches,

des maternités, des logements décents, des écoles maternelles, des équipements sociaux, des bourses pour les étudiants, des écoles Normales ? Que les femmes auront accès normalement à tous les postes de la Fonction Publique ? Cela veut-il dire qu'il va instaurer la laïcité et cesser de faire des imams obscurantistes et réactionnaires les seuls maîtres à penser de l'Algérie ?

BOUMEDIENNE dit qu'avec la "gestion socialiste de l'entreprise", le travailleur est devenu gestionnaire.

Cela veut-il dire que les travailleurs auront accès à tous les comptes de l'entreprise, qu'ils pourront contrôler la gestion des P.D.G. et s'opposer à tous les gaspillages, les dépenses de prestige, les "voyages d'affaires" ...

Cela veut-il dire que le patron ne pourra pas licencier les travailleurs à sa guise, établir des classifications de postes et fermer l'usine, comme cela s'est fait à la S.N.S. de Kouba ?

BOUMEDIENNE dit qu'il va soutenir les prix des denrées alimentaires de base. Mais qui est responsable de la pénurie actuelle ? Les travailleurs, qui, d'après lui, consomment trop, d'où le blocage des salaires, ou la politique qu'il mène, et lui seul, depuis 10 ans.

Pourquoi ne pas rendre publics les revenus des P.D.G. des grandes sociétés, des cadres de la gendarmerie et de l'A.N.P., dont le budget réel est un secret d'Etat ?

BOUMEDIENNE dit qu'il faut lutter contre la bureaucratie.

Bravo ! Commençons à élire tous les fonctionnaires de l'Etat et à ne leur donner que le salaire d'un ouvrier qualifié, ce qui découragerait les vautours qui s'empiffrent sur le dos du peuple et les rendrait moins insolents.

BOUMEDIENNE dit que le niveau de vie des Algériens s'améliore sans cesse, ce qui déséquilibre la balance commerciale.

Mais l'U.G.T.A. établit que la consommation de viande, fruits et légumes diminue chaque année.

Les 4/5ème des familles disposent d'un revenu de 4 à 500 D.A., alors que pour assurer le strict minimum, il faudrait, d'après l'U.G.T.A., plus de 1.080 D.A. pour une famille de 6 personnes.

Comment est-ce possible de trop consommer alors que le SMIG est de 16,6 D.A. pour une journée de 8 heures et que le SMAG est de 12,25 D.A. ?

Et que peut signifier la médecine gratuite pour des populations sous-alimentées dans un pays qui importe 90 % de ses médicaments et qui n'a qu'une infrastructure sanitaire lamentable ?

BOUMEDIENNE dit que "l'Etat d'aujourd'hui appartient au peuple dont les citoyens sont Algériens, les dirigeants Algériens et dont les responsables sont Algériens qui sont également nos frères et nos fils".

Puisque nous sommes une grande famille, alors pourquoi la liberté de presse, d'expression, de réunion ... n'existent pas ? Pourquoi les prochaines élections communales vont-elles avoir lieu sous le contrôle de la police et de l'armée ? Pourquoi n'y a-t-il pas d'élections législatives ?

Mais, dit le Président, une armée forte est indispensable pour lutter contre l'impérialisme et le sionisme.

Vous envoyez effectivement les jeunes soldats se faire tuer au Proche-Orient, mais pas pour "la Révolution Palestinienne" ou le Socialisme au Proche-Orient.

Vous déclarez à "L'ESPRESSO" :

" En l'étape actuelle, la guerre ou la paix dépend uniquement de l'attitude d'Israël, les Arabes et les Palestiniens en premier lieu ne peuvent plus accepter de faire des concessions sur l'intégrité de sa propre patrie. Le véritable problème est celui de l'Etat palestinien. Israël doit évacuer le Sinaï et le Golan : les frontières internationales de l'Egypte et de la Syrie sont connues et précises. Mais la paix n'est pas possible et même la réduction de la tension ne peut avoir lieu, tant que les droits nationaux et légitimes des Palestiniens, confirmés par une série de résolutions des Nations-Unies, seront méconnus :
" Les Israéliens doivent choisir ... "

Cela ne veut-il pas dire que l'on reconnaît, avec l'O.N.U., l'existence de l'Etat d'Israël et que la patrie des Palestiniens ne peut être que l'Etat-croûpon de Cisjordanie, coincé entre Israël et la Jordanie ?

Comment peut-on être l'ami des Palestiniens et se retrouver au Sommet de Rabat ou d'Alger, avec Hussein-le-Boucher, les dictateurs BOURGUIBA et HASSAN, les rois et émirs d'Arabie, fantoches de l'impérialisme U.S. ?

Parce qu'ils font partie de "la Nation Arabe", dit le Colonel.
Ainsi, dans notre "Nation Arabe", il est normal que les soldats algériens aillent mourir au Proche-Orient, mais il n'est pas normal que les milliards de dollars détenus par les rois et émirs soient distribués aux fellahs et travailleurs du Maghreb, d'Egypte et du Proche-Orient !

Il est plus normal de "recycler" les dollars dans les banques U.S. qui soutiennent Israël, que de le verser à ceux qui ont combattu !!

BOUMEDIENNE dit que les étudiants constituent une des quatre forces motrices de la Révolution Socialiste.

Mais il dit cela aux étudiants qui vont pendant leurs vacances picniquer dans les campagnes pour expliquer comment il faut travailler sans matériel et le ventre vide. Par contre, il envoie ses flics matraquer les étudiants du Lycée RACHID AMARA qui protestent contre la médiocrité des repas et l'absence de professeurs !

Et l'U.N.E.A. est toujours dissoute !

BOUMEDIENNE dit ...

Mais depuis dix ans, BOUMEDIENNE dit et rien ne change pour les meskines.

1965-1975 : dix ans ça suffit !

ACHRA, SNIN, BARAKET !

Les étudiants ont raison de se révolter contre la vie chère, les mauvaises conditions de travail, l'absence de logement, l'insécurité de l'emploi ! Ils se révoltent et ils organisent la grève contre l'Etat bourgeois, ils ont raison !

Les travailleurs ont raison de protester contre la surexploitation, la déqualification, la classification des postes, le blocage des salaires, les transports lamentables ... Ils s'organisent en Assemblées Générales, élisent leurs délégués, balayent les institutions-carcans de la G.S.E. et imposent avec l'U.G.T.A. la capitulation du P.D.G. de la S.N.S. de Kouba. Ils ont raison !

Les membres des organisations nationales J.F.L.N., F.L.N., U.N.P.A., U.N.F.A., veulent s'organiser sans le contrôle de l'armée et du pouvoir, sur une orientation décidée démocratiquement à tous les niveaux. Ils ont raison !

L'U.G.T.A. veut devenir un vrai syndicat, défendre le pouvoir d'achat des travailleurs. C'est cela la voie que veulent suivre les syndiqués, comme cela a été fait à la S.N.S. de Kouba.

Les citoyens veulent des élections libres à tous les niveaux. Ils en ont assez des déplacements et festivités du Président-Colonel et de tous les rois et dictateurs qui affluent chez nous.

Dix ans de pouvoir arbitraire !

Dix ans de censure et de misère !

ACHRA, SNIN, BARAKET !

La crise du capitalisme frappe de plein fouet l'Algérie. La lutte pour la satisfaction des besoins essentiels oblige les travailleurs et la population à se dresser de plus en plus contre l'Etat militaro-policié des Colonels de l'A.N.P.

Les trotskystes algériens disent que la solution ne peut être que la Révolution prolétarienne, partie composante de la révolution prolétarienne mondiale et c'est pourquoi ils luttent pour créer le Parti Ouvrier Révolutionnaire, section algérienne de la IVème Internationale en reconstruction.

Mais la lutte quotidienne des masses pour le pain, pour les droits, pour les libertés, les amène à se dresser contre l'Etat.

Le cadre politique qui peut et unifiera leurs luttes, c'est l'ASSEMBLEE CONSTITUANTE qui rassemblera les travailleurs sur leur terrain de classe contre l'Etat militaro-policié.

L'Assemblée constituante rassemble les travailleurs d'usine avec leur organisations syndicale et leurs délégués élus.

Elle rassemble les paysans à tous les niveaux, unifie leurs revendications et regroupe pour un même combat les travailleurs des villes et des campagnes.

Elle rassemble les jeunes, étudiants, lycéens, chômeurs ... aux côtés de la force vive du pays, le prolétariat.

Elle rassemble enfin un mouvement qui, dans son développement, drasse l'ensemble des travailleurs et des jeunes contre l'Etat bourgeois policier.

Parce qu'elle concentre la lutte pour les libertés ouvrières et démocratiques, la lutte pour l'emploi et contre la vie chère, la lutte pour l'expropriation totale de la bourgeoisie avec la lutte pour le gouvernement des délégués des travailleurs et des paysans, la Constituante est au coeur de la bataille quotidienne pour chaque Algérien.

Editorial "TRIBUNE ALGERIENNE" N° 3 : Juin 75

UN MOT D'ORDRE CENTRAL : L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE

BOUMEDIENNE et les dirigeants de l'Algérie actuelle vont célébrer avec éclat le dixième anniversaire du "redressement" du 19 Juin 1965. Redressement du F.N.L. qui n'a plus tenu de Congrès depuis 1964, redressement de l'Assemblée Nationale qui a été supprimée, redressement de la Constitution qui n'existe plus, redressement de l'U.G.T.A. par les dirigeants de l'Etat, redressement de l'U.N.E.A. toujours dissoute, le redressement de la jeunesse, des femmes, des travailleurs, de la population par les blindés et les légions de l'A.N.P., bien équipées, bien armées, bien nourries, bien conservées au chaud dans les sanctuaires de la Tunisie et du Maroc, tandis que lesdjournalouids dépe-naillés des djebels, écrasés par la mitraille et le feu des soldats de CHALLE-BIGEARD-MASSU, tandis que les femmes, les travailleurs et la jeunesse défiaient l'armée coloniale et sa police, ses C.R.S. et ses milices de l'O.A.S. à Alger, comme à Paris.

Le 1er Mai, qui n'est plus "la fête des travailleurs", mais la fête du Travail, BOUMEDIENNE dit :

" En dix ans, nous avons construit l'Etat, forgé une armée populaire, l'A.N.P., donné au peuple des institutions représentatives, les A.C.P., les A.P.W. ..., le Code Communal, la Charte de la Gestion Socialiste des entreprises, nous avons réalisé la Révolution Agraire, la Révolution Industrielle et la Révolution Culturelle, nationalisé le gaz, le pétrole, les mines ... En dix ans, l'Algérie est devenue un grand pays anti-impérialiste, le leader reconnu du Tiers-Monde, un pays-clé à l'O.U.A., à l'O.N.U., et dans les instances internationales."

En Indochine, l'impérialisme américain a subi une lourde défaite. Le G.R.P. est à Saïgon et il a remercié l'Algérie de l'aide apportée. Le GRUNK est à Pnomh Penh et il a remercié l'Algérie pour son soutien.

Au Portugal, Alger a joué un rôle important dans le processus de décolonisation (Mozambique, Angola, Guinée). Au pays même, c'est le M.F.A. et son organisme dirigeant, le Conseil de la Révolution, qui a conduit la marche vers le socialisme. L'alliance M.F.A.-peuple, soutenue par l'inter-syndicale, ne constitue-t-elle pas une voie originale vers le socialisme ? Et cette voie n'a-t-elle pas été inspirée par l'exemple algérien, où c'est l'A.N.P. qui dirige la marche du peuple vers le socialisme ?

Au Moyen-Orient, l'accord IRAN-IRAK ne constitue-t-il pas un exemple de lutte anti-impérialiste, puisque la rébellion kurde a été matée, ce qui a contribué à renforcer la cohésion des pays frères anti-impérialistes, l'Irak et la Syrie. Par ailleurs, l'alliance nouée avec le Shah d'Iran n'a-t-elle pas renforcé l'O.P.E.P., bête noire de l'impérialisme, et poursuivi l'oeuvre amorcée à Lahore de la nation arabo-islamique ? Indochine, Portugal, Moyen-Orient, victoire du Tiers-Monde, confirmation de la voie suivie depuis le redressement du 19 Juin, dit BOUMEDIENNE, applaudi par la direction du P.A.G.S., digne héritière du P.C.A.

Au Sud Viet-Nam, le régime corrompu de THIEU, soutenu massivement par l'impérialisme U.S., a connu la débâcle. Mais est-ce la victoire du G.R.P., qui avait signé les Accords de Paris qui prévoyaient la division durable du Viet-Nam en deux états distincts, un gouvernement à trois composantes comme au Laos, qui aurait garanti la propriété des moyens de production et celle des grandes plantations ? Est-ce une victoire pour le G.R.P., Hanoi, les bureaucraties de Moscou et de Pékin, signataires et cautions des Accords de Paris, que BOUMEDIENNE a défendus jusqu'au bout ?

Au Cambodge, le même processus s'est déroulé avec l'effondrement du régime corrompu de LON NOL. Le GRUNK est entré dans Pnomh Penh libéré par les masses révolutionnaires qui commençaient à l'organiser en comités d'usines et de quartiers. Défaites de l'impérialisme, certes, mais est-ce la victoire du GRUNK, qui inclut dans ses rangs la clique réactionnaire du Prince SIHANOUK ? Est-ce une victoire pour BOUMEDIENNE, allié du Prince SIHANOUK ?

Au Viet-Nam, comme au Cambodge, la presse d'Alger parle beaucoup des officiers et des dirigeants, mais elle ne dit rien sur le mouvement révolutionnaire des masses, leurs initiatives, les comités d'usines et de quartiers, les organisations de la jeunesse, leur programme ... Elle se garde bien de dire que ce sont les masses qui ont imposé au G.R.P. la rupture des Accords de Paris, comme elles leur avaient imposé en 1954 la rupture des Accords de Genève.

Au Portugal, la dictature fasciste s'est effondrée à Lisbonne le 25 Avril 1974. Les masses ont démantelé l'Etat bourgeois et commencé la révolution socialiste. Par quatre fois, la droite a tenté un coup d'Etat. Par quatre fois, les travailleurs, organisés dans les Comités et les Commissions de délégués élus ont défait la réaction. Dans tout cela, Alger n'a vu que la victoire du M.F.A. Et, quand en Avril 1975, les travailleurs ont voté massivement pour les partis ouvriers, désavouant le M.F.A., qui avait appelé à voter blanc, BOUMEDIENNE continue à soutenir que le processus révolutionnaire doit toujours être conduit par les militaires du M.F.A.

Dans la révolution prolétarienne qui a commencé au Portugal, BOUMEDIENNE ne se trouve jamais dans le camp des travailleurs, mais dans celui du M.F.A. qui s'apprête, avec la complicité des staliniens de CUNHAL, spécialistes de la division ouvrière, à opérer "un redressement" de la révolution.

BOUMEDIENNE et les colonels d'Alger, sont garants de l'ordre bourgeois en Algérie ; ils redoutent également une victoire de la révolution socialiste au Portugal, qui aurait des répercussions dans tout le Bassin Méditerranéen et en Algérie même, et c'est pourquoi la presse d'Alger ment.

Elle parle de la nationalisation des banques, mais elle ne dit pas que ce sont les employés, organisés dans leurs comités élus qui l'ont imposée et qui contrôlent tous les circuits bancaires, ce qui n'a rien à voir avec le pseudo-contrôle exercé par les A.T.U. dans le cadre de la gestion socialiste des entreprises.

Elle parle de l'armée démocratique, mais elle cache soigneusement les informations sur l'organisation des soldats dans les Comités de soldats, leurs liens avec les paysans pauvres et les ouvriers d'usine, ce qui n'a rien à voir avec la structure hiérarchisée de l'A.N.P. et le service national.

Au Moyen-Orient, GROMIKO et KISSINGER se sont mis d'accord. Israël sera garantie dans les frontières de 1967, "rectifiées" et les Palestiniens seront parqués dans l'Etat-ghetto de Cis-Jordanie, coincé entre la Jordanie de HUSSEIN-le-Boucher et Israël. Aujourd'hui, le roi d'Arabie annonce publiquement qu'il reconnaît Israël. SADATE dit la même chose. Que sont devenues les belles résolutions du Sommet d'Alger ?

Comme en 1970 et en 1971, BOUMEDIENNE consent et ne dit rien. Mieux, en participant au massacre du peuple kurde, qui a suivi l'accord IRAN-IRAK, BOUMEDIENNE a signifié aux Palestiniens qu'ils devaient s'incliner ou subir le sort des Kurdes.

Défaite de l'impérialisme au Viet-Nam et au Cambodge, défaite des signataires des Accords de Paris et de leurs alliés, victoire des masses ouvrières et paysannes en Indochine !

Défaite de SPINOLA, de la droite, du M.F.A. et des staliniens de CUNHAL, victoire des travailleurs, des paysans pauvres, des soldats et de la jeunesse, organisés dans les Comités élus, ouvrant la voie au gouvernement ouvrier et paysan.

La défaite de l'impérialisme et des bureaucraties de Moscou et de Pékin en Indochine, au Portugal ..., c'est la défaite des bourgeois, des P.D.G., des colonels d'Alger et de leurs alliés, les staliniens du P.A.G.S., c'est la victoire des paysans pauvres, des ouvriers et de la jeunesse algérienne !

Et c'est parce qu'ils sentent le souffle du Khamisn révolutionnaire, parce qu'ils savent que les masses en ont assez des beaux discours, de l'horizon 1980, du chômage, de la misère, de l'ahamurisme, de la corruption, des conditions intolérables de la vie quotidienne, de l'absence de libertés ouvrières et démocratiques, que nos dirigeants commencent à paniquer.

- Liberté de la presse, de la radio et de la télévision, c'est-à-dire : contrôle des moyens d'information par les délégués élus des journalistes, des syndicats, des télé-spectateurs.

Assez de discours de BOUMEDIENNE et des officiels ! La parole aux travailleurs, aux jeunes, aux femmes, aux chômeurs, aux soldats du contingent !

- Vérité sur la gestion catastrophique des sociétés nationales, c'est-à-dire contrôle de tous les circuits économiques et bancaires par les délégués élus des employés et utilisateurs.

- Elections à tous les niveaux, dans les entreprises, les chantiers, les bureaux, les lycées, les facultés, dans les mectas et les communes, dans les casernes ..., de délégués élus qui étudieront les causes de la situation catastrophique du pays et sauront trouver les moyens pour lutter contre la spéculation, l'inflation, l'engorgement des ports, la bureaucratie, le népotisme, les brimades des dirigeants insolents et indifférents aux difficultés des travailleurs.

- Elections pour une Assemblée Constituante où tous les partis et organisations pourront proposer leurs représentants, qui mettra fin au régime actuel illégal des Colonels d'Alger.

Cela est nécessaire !

Liberté, démocratie, contrôle de tous les rouages de l'économie et de l'appareil d'Etat par les délégués élus par les travailleurs, les femmes et la jeunesse.

C'est l'aspiration profonde de toutes les couches de la population algérienne !

* * *

BOUMEDIENNE dit à la Conférence des Présidents d'A.P.C. :

" Notre Etat, c'est l'Etat des travailleurs, la révolution algérienne s'identifie automatiquement et intimement aux assemblées populaires, qu'elles se situent au niveau des communes ou des Wilayates, ou encore des Assemblées de travailleurs ou des comités de gestion. "

En résumé, BOUMEDIENNE ne cesse de répéter :

Nous avons accompli nos tâches, créer un état populaire et démocratique. Maintenant, vous devez travailler et produire !

Mensonges, disent les fellahs, les ouvriers et les citoyens. Cet Etat, c'est le vôtre ! On nous a imposé nos représentants aux A.P.C. et P.A.W. et personne ne nous représente à l'échelle nationale. Nous n'avons pas pu exposer nos revendications car ni la liberté de réunion, ni la liberté de presse n'existent. Nos représentants à tous les niveaux, c'est vous qui les choisissez. Et vous-mêmes, personne ne vous a appelé, personne ne vous a élu, personne n'a ratifié votre putsch du 19 Juin !

Votre légitimité ne repose que sur les tanks, la police et l'armée. Les travailleurs ne disposent pas des informations et de la liberté d'expression, pour exercer un contrôle de leurs dirigeants au niveau de la commune, de la région ou du pays. Il en est de même au niveau des entreprises où les P.D.G. restent les véritables patrons, les A.T.U. n'étant sollicités que pour accroître la production, comme le démontrent avec éclat les exemples de la S.N.S de Kouba, de la S.N.SEMPAC, de la S.N. METAL ...

Si la démocratie existait ailleurs que dans les discours, si le contrôle ouvrier était effectif, si la presse était libre et au service des seuls travailleurs et de la population, les gros commerçants, les spéculateurs, les mandataires, pourraient-ils agir en toute impunité ?

* * *

BOUMEDIENNE dit : Nous luttons contre la corruption à tous les niveaux, nous exerçons un rigoureux contrôle des prix, les marges bénéficiaires sont connues et tarifées et nos inspecteurs multiplient les contrôles et pénalisent sévèrement.

Certes, certes ... de temps en temps un coup de balai et tout recommence.

Comment luttez-vous contre les responsables des sociétés nationales qui laissent pourrir le matériel payé à prix d'or, sur les quais d'Alger, d'Annaba ou d'Oran ?

Comment punissez-vous les P.D.G., responsables d'un gaspillage incroyable de machines, de détournement de fonds ou de matériel, au profit du secteur privé ?

La lutte contre le gaspillage et la corruption ne sera pas résolue - l'expérience l'a montré - par vos méthodes habituelles, mais par la nationalisation réelle de tous les circuits commerciaux et bancaires et le contrôle à tous les niveaux par les délégués élus et organisés dans les Commissions de délégués à l'échelon des entreprises, de la localité, des régions, du pays.

La publication régulière de tous les documents concernant la marche et la gestion des entreprises nationales n'inciterait-elle pas les P.D.G. à gérer mieux les sociétés de l'Etat ?

La publication des activités de chaque responsable, de ses revenus réels, de ses déplacements et de leurs résultats n'amènerait-elle pas les dirigeants à mieux se préoccuper de leur travail ?

L'élimination de tous les dirigeants convaincus de vivre au-dessus de leurs moyens ou de toucher des revenus non justifiés ne serait-elle pas une première mesure efficace contre la corruption ?

La constitution d'un Tribunal Populaire constitué par les délégués des travailleurs et chatiant impitoyablement les spéculateurs et les voleurs, ne serait-elle pas une mesure efficace pour lutter contre la corruption, le gaspillage, la spéculation, le détournement des deniers publics ?

Cela est possible.

Cela ne coûte rien et permettrait d'économiser tout de suite des milliards !

Cela mobiliserait les travailleurs des villes et des campagnes comme la jeunesse, qui veulent la démocratie, la fin des inégalités sociales, du luxe et l'abondance pour certains, la misère et le chômage pour la majorité des Algériens.

Cela est en partie vrai, disent les tenants du pouvoir et la P.A.G.S., mais ce n'est pas l'essentiel. L'inflation, la hausse des prix alimentaires (-sucre, blé, huile ...) ne sont pas le fait des dirigeants algériens, mais de l'impérialisme qui affame notre pays et les peuples du Tiers-Monde.

Que la nature de l'impérialisme soit de piller les pays économiquement arriérés est un fait connu et indiscutable. Mais qui a totalement sacrifié l'agriculture, les industries alimentaires et textiles, l'hydraulique, l'infrastructure routière, portuaire, les équipements sociaux et sanitaires, la formation professionnelle ... au profit d'une industrialisation impuissante à libérer les masses et la jeunesse du chômage, de la misère, de l'ignorance. Pourquoi la production céréalière est-elle, en 1974, la moitié de celle de 1962 ?

Pourquoi persistez-vous à acheter des usines entièrement automatisées, alors que le chômage massif frappe des millions d'Algériens ?

Lutter contre l'impérialisme, c'est sans doute commencer à industrialiser, mais pas comme vous le faites, en livrant le pays aux multi-nationales, pas en sacrifiant des générations de femmes, de jeunes, de fellahs.

Les masses n'attendent pas l'horizon 1980.

Assez du chômage, de la misère, de l'obscurantisme !

Publication de tous accords, contrats et marchés passés avec les sociétés étrangères.

Publication des investissements réalisés dans le plan triennal, dans le premier Plan, des objectifs, des résultats obtenus, dans chaque branche, chaque secteur, chaque Willaya, chaque commune.

Publication des programmes spéciaux et des résultats obtenus.

Nous voulons savoir, nous voulons la vérité, sur tout.

Et cela tout de suite.

Organisation d'une discussion démocratique à tous les niveaux pour tirer le bilan de ces dix années de régime BOUMEDIENNE et organisation d'élections de délégués qui, au niveau de la commune, de la willaya, du pays, proposeront les mesures nécessaires pour sortir le pays des griffes de l'impérialisme, pour commencer à aborder les problèmes véritables qui se posent aux masses.

Nous n'attendons pas plus longtemps.

Dix ans, cela suffit !

ACHRA SNIN BARAKET

Nous ne croyons pas au contrôle des prix tel qu'il est pratiqué par la police ou les agents du fisc. Nous ne croyons pas à votre politique de soutien des prix. Chacun sait que les prix taxés disparaissent des marchés contrôlés pour réapparaître sur les marchés parallèles. La presse elle-même dit que votre contrôle est inefficace.

Ce n'est pas par une telle "réglementation" qu'il faut lutter contre l'inflation et la spéculation, mais par le contrôle de tous les circuits commerciaux et bancaires; par les masses, par les ménagères organisées au niveau du quartier, du village, par les délégués élus des paysans producteurs, par les commerçants organisés, par les syndicats ...

../.

Les paysans, les femmes, les jeunes, les chômeurs, qui sont des millions, ne refusent pas de produire ! Ils ne demandent que cela : travailler pour vivre. Mais qui détient les moyens de production, les usines, les banques, le monopole des importations ?

Produire ? Soit, mais pas pour engraisser les gros, les P.D.G., et les dirigeants.

Produire, mais pour améliorer le niveau de vie des masses laborieuses et de la jeunesse ! Augmenter la production, cela veut dire : suppression du chômage, amélioration des transports, construction de logements, formation professionnelle pour tous, contrôle de la production par les délégués élus des paysans, des ouvriers, des femmes et de la jeunesse. Augmenter la production, cela veut dire aussi liberté de presse, de réunion, d'organisation, électio. libres à la Constituante.

* * *

" Votre idéal, c'est la révolution ", dit BOUMEDIENNE à la Conférence de la Jeunesse. Notre idéal, disent les jeunes, c'est le contraire de ce qui existe actuellement ! Ce que nous voulons, c'est la fin du chômage chronique, du chômage à la vie, pour la majorité d'entre nous.

Ce que nous voulons, c'est une formation professionnelle valable, des logements et des foyers de jeunes, le droit à la culture et aux loisirs (Maison de la Culture, Bibliothèques, Théâtres, Cinémas pour les jeunes), le droit aux sports (stades et équipements sportifs dans chaque commune, chaque ville, chaque quartier), le droit pour les jeunes de s'organiser librement, d'avoir leurs propres journaux ...)

Ces revendications, il est possible de commencer à les satisfaire, tout de suite, sans attendre l'horizon 80.

Il est possible, tout de suite, de lutter contre le chômage,

- en rendant obligatoire la scolarité jusqu'à 16 ans, avec allocations familiales,
- en attribuant une allocation chômage équivalente au SMIG à tous les jeunes qui ont quitté l'école,
- en lançant un programme complet spécial de travaux publics (hôpitaux, logements à bas prix, écoles, stades, piscines ...) avec priorité d'embauche aux jeunes, payés au tarif syndical et sous le contrôle des commissions jeunes des syndicats et des comités de jeunes chômeurs organisés à tous les niveaux.

Il est possible de lutter contre l'absence de qualification, en réorganisant la formation professionnelle sous le contrôle des syndicats d'enseignants, de travailleurs et des commissions de jeunes.

Il est possible de lutter contre l'abrutissement de la jeunesse, organisé par la radio, la télé, la presse, le cinéma, la religion, l'armée. A ce sujet, les jeunes veulent :

- six mois de service militaire,
- gratuité des transports pour les soldats du contingent,
- salaire équivalent au SMIG pour tous les soldats,
- respect à la caserne des droits et libertés fondamentales de réunion, d'association et d'opinion,
- participation des délégués de soldats élus à la marche des casernes...

Cela est impossible, cela coûte cher ?

Alors publiez dans le détail, sous le contrôle des délégués des soldats et des syndicats, le budget réel de l'A.N.P., de la gendarmerie et de la Sécurité Nationale, celui de la Présidence du Conseil. Combien coûtent les conférences qui se tiennent chaque jour dans notre pays ? Combien coûtent nos avions, tanks et blindés et dites à quoi ils servent ?

A lutter contre l'impérialisme ?

Mensonge ! Ce n'est pas l'armée de métier actuelle, gonflée de civils contraints au travail forcé gratuit, dit "service national" qui a chassé le colonialisme et qui pourra défendre le pays contre l'impérialisme, mais les milices ouvrières et paysannes sous le contrôle des municipalités et des syndicats, en intégrant les techniciens officiers, issus de la classe ouvrière et entièrement à son service.

./..

./.

A lutter contre le sionisme ? A défendre la Révolution Palestinienne ?

Mensonges ! Ni en Septembre 70, ni en Septembre 71, ni aujourd'hui où se prépare le massacre des Palestiniens au Liban, l'A.N.P. n'intervient.

Pourquoi ne pas organiser, lorsqu'on se dit "pillier" de la "Nation arabe" la lutte contre les émirs, rois et dictateurs, qui disposeront de 200 Milliards de dollars en 1980 et qui utilisent cet argent, non pas pour défendre la cause palestinienne ou pour améliorer le niveau de vie des masses du "monde arabe", mais pour renforcer l'impérialisme (recyclage des pétro-dollars).

Pourquoi ne pas engager la lutte pour que les revenus fabuleux du pétrole arabe servent, tout de suite, à supprimer le chômage, la misère, les maladies, l'ignorance dans les pays du Maghreb et du Machrek ?

Ouvrier exploité, fellah, jeune lycéen, apprenti, étudiant, chômeur, sous l'uniforme, femme surexploitée ou au chômage ..., cela ne peut plus durer.

BOUMEDIENNE a eu dix ans, dix ans de pouvoir absolu pour faire ses preuves !

Dix ans, c'est suffisant pour donner la terre aux paysans et les moyens de la travailler : des machines, des engrais, des crédits à bon marché, des circuits commerciaux au service de la population, pas des spéculateurs.

Dix ans, c'est assez pour supprimer les disparités régionales, héritées de la colonisation, pour développer l'hydraulique, pour supprimer le chômage, pour sortir les femmes de l'obscurantisme médiéval, pour donner le travail, le pain, les libertés.

Et les résultats sont là. Rien n'est réglé, rien n'est en voie de l'être !

Dix ans, c'est assez ! ACHRA SNIN BARAKET !

* * *

Les travailleurs, les femmes et la jeunesse ne peuvent plus attendre. Ils exigent :

- La liberté de presse, le droit de réunion, d'organisation, d'opinion,
- La vérité sur tous les rouages de la vie économique, sociale et culturelle, sur tous les contrats passés avec les multinationales et les trusts étrangers,
- La vérité sur l'A.N.P., la police, la diplomatie, les différents services de l'Etat,
- La vérité sur le complot qui se prépare ouvertement contre le peuple palestinien. A bas la diplomatie secrète ! Assez de compromissions avec l'impérialisme qu'on prétend combattre !

Le contrôle à tous les niveaux des rouages de l'économie, de la société et de l'Etat pour sortir le pays de la crise actuelle.

- La satisfaction des besoins des masses, des femmes et de la jeunesse.
- Des élections libres où tous les partis et organisations pourront présenter librement leurs candidats pour une ASSEMBLEE CONSTITUANTE.

L'Assemblée Constituante, c'est le mot d'ordre qui permet la centralisation de la classe ouvrière, de la paysannerie et de la jeunesse, qui permet d'unifier la lutte pour les libertés avec la réforme agraire, la réorganisation de l'économie, sous le contrôle des ouvriers, des paysans, des femmes et de la jeunesse, organisés dans les Comités à l'échelon local, régional et national, organisés dans leurs syndicats et milices armées.

Il n'y a pas d'opposition entre la lutte pour la CONSTITUANTE et la lutte pour l'organisation des travailleurs, des femmes et de la jeunesse dans les comités et les milices, mais complémentarité. C'est le même combat pour le pouvoir ouvrier !

Travailleur exploité, fellah sans terre suffisante, sans argent et sans moyens, jeune sans travail, femme exploitée et opprimée, sans droits, sans libertés, artisans et petits commerçants écrasés par les gros, habitants des Aurès, des Kabylies, du Hodna et du Titteri, des plaines du Constantinois et des steppes d'Oranie, qui avez supporté tout le poids de la guerre de libération et qui êtes démunis de l'essentiel, soldats du contingent, officiers, écoeurés par le caractère militaro-policiier du régime, cadres, médecins, étudiants, militants ouvriers de l'U.G.T.A. et du F.L.N. qui n'approuvez pas le soutien total de vos dirigeants au pouvoir, militants de l'émigration ..., nous qui voulons la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme, nous qui voulons le travail, le

./..

././.
pain, les libertés, le respect, la dignité, nous disons :

DIX ANS DE BOUMEDIENNE, 'CA SUFFIT ! ACHRA 'SNIN BARAKET !

EN AVANT POUR L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE !

Le 5 Juin 1975.

Cet éditorial était rédigé lorsque, le 19 Juin, BOUMEDIENNE, reprenant le projet de feu MEDEGHRI, l'ex-Ministre de l'Intérieur "trouvé mort", annonça son intention de doter le pays d'une Assemblée Nationale.

Bien sûr, il n'y a rien de commun entre cette Assemblée Nationale, qui sera au niveau national, ce que sont les A.P.C. et les A.P.W. au niveau local et régional, une sorte de parlement-croupion, qui aura pour fonction non pas de résoudre les problèmes du pays, mais de constituer une soupape de sûreté, un écran entre les masses et l'A.N.P. qui continuera à détenir la réalité du pouvoir, car c'est la seule force structurée, garante de l'ordre bourgeois en Algérie.

Après la grève générale de la S.N.S. de KOUBA et la mobilisation des étudiants contre le pouvoir lors des élections de la C.N.J.A., le régime actuel est en pleine décomposition et BOUMEDIENNE, acculé, doit composer, d'où les mesures annoncées : élection d'une Assemblée Nationale en 1976, élection d'un président de la République, congrès prochain du F.L.N.

L'Assemblée Nationale de BOUMEDIENNE, c'est l'aveu de la faillite d'un régime de dix ans de "redressement" et la tentative de conserver l'essentiel en lâchant du lest.

L'assemblée constituante, c'est le mot d'ordre qui permet la mobilisation des masses sur le programme de la démocratie révolutionnaire (libertés, réforme agraire, contrôle ouvrier ..) et crée les conditions de l'apparition des soviets qui, sous la direction du parti prolétarien, seront capables de mener la révolution démocratique jusqu'au bout et d'ouvrir ainsi l'ère de la révolution sociale.

Editorial "TRIBUNE ALGERIENNE" N° 4 : Octobre 75

ASSEMBLEE NATIONALE POPULAIRE

ou CONSTITUANTE SOUVERAINE ?

Dans son discours du 19 Juin 1975, BOUMEDIENNE a tiré le bilan de la décennie écoulée ! Selon lui, cette décade est marquée par la construction "d'une économie nationale indépendante, solide et prospère" et celle d'un Etat démocratique et populaire. Puis il ajoutait :

" L'étape ouverte par l'événement historique du 19 Juin 1965, lequel a certes surpris certaines gens, est à présent terminée."

Pourtant, aucun des problèmes fondamentaux posés par l'indépendance du pays : disparités régionales, chômage massif, crise aiguë du logement, des transports, émigration, libertés démocratiques, amélioration du niveau de vie des masses ... n'a été résolu.

Pour l'économie "indépendante", il suffit d'indiquer que les exportations de l'Algérie sont constituées, pour 90 %, par les hydrocarbures et que l'Algérie doit tout importer : usines, produits fabriqués, matières premières, alimentation (45 % des importations pour les céréales, le sucre et les oléagineux !)

Chaque travailleur dont le salaire reste bloqué sait bien, quand il voit les prix monter et les étalages se vider que ce ne sont pas les masses qui consomment trop, mais que c'est la production qui est insuffisante, c'est-à-dire que "la révolution agraire" n'est pas accomplie.

Chaque émigré, chaque femme, jeune ou chômeur, sait bien que la révolution industrielle n'est pas faite puisqu'il est sans emploi ou exilé !

Et chaque Algérien constate que les libertés démocratiques, essentielles : liberté de la presse, liberté d'expression, de réunion et d'association ... n'existent pas !

"OUVERTURE DEMOCRATIQUE" OU CRISE DU REGIME ?

On ne peut donc pas considérer les mesures annoncées le 19 Juin : la tenue d'un prochain Congrès du F.L.N., des élections pour une Assemblée Nationale populaire et l'élection d'un Président de la République, comme le résultat fondé d'une politique, mais comme l'aveu de la faillite des méthodes de gouvernement employées depuis le putsch de Juin 1965.

Dans l'immédiat, BOUMEDIENNE annonce la création d'une Commission Nationale chargée d'élaborer un projet de Charte Nationale qui

- " fera l'objet d'une large discussion par les masses populaires. Le débat sera ouvert à toutes
- " les opinions et à toutes les idées dans la liberté la plus totale ...
- " ... Au préalable, il sera organisé des discussions qui permettront à chacun d'exprimer son
- " point de vue, de dire, par exemple :
- " " Je suis pour telle idée ou tel choix non contenu dans la Charte, au plan de la
- " " philosophie ou de la politique générale, voire de l'option fondamentale du pays et
- " " de la Révolution ... "

Nous l'avons dit : " Aucun des problèmes posés par l'indépendance n'a trouvé de véritable solution. Alors pourquoi ce tournant brusque ? Pourquoi revenir à des institutions que BOUMEDIENNE a démantelées en Juin 1965 ?

Pourquoi BOUMEDIENNE parle-t-il d'une Assemblée Nationale Populaire en Juin 1975 alors qu'en Février 1975, pour avoir défendu cette même orientation, MEDEGHRI a été assassiné ?

BOUMEDIENNE serait-il devenu, en vieillissant, un démocrate ?

En dehors de la direction du P.A.G.S., affolée par la nouvelle orientation du ZATU, chaque Algérien sait bien que l'équipe installée par le coup d'Etat : les ABDESSELAM, KAID AHMED, CHERIF BELKACEM, BOUTEFLIKA ... sont des bourgeois et que le régime dont BOUMEDIENNE est le dirigeant, défend les intérêts de la classe bourgeoise et non pas ceux du prolétariat ou de la paysannerie pauvre.

C'est bien en effet cette classe, partie composante de la bourgeoisie mondiale, qui détient la réalité du pouvoir économique, même si cette classe dominante débile a été amenée à délégué une large partie de son pouvoir politique à BOUMEDIENNE et à la clique de colonels de l'A.N.P.

Il est absurde d'imaginer que le discours de BOUMEDIENNE soit l'expression d'une conception plus "populaire, plus démocratique, qui serait née ^{lors} des rencontres avec les fellahs ou lors des rencontres avec les étudiants.

La réalité, c'est que ce discours exprime à son plus haut niveau la crise de la classe bourgeoise et de son Etat, qui n'ont pas su donner aux masses le travail, le pain et les libertés pour lesquels elles avaient combattu. C'est aussi l'expression de l'affolement de la clique dirigeante devant l'imminence de la crise sociale et politique en Algérie.

Par ailleurs, ce discours exprime le fait que la direction installée au pouvoir par la force en Juin 1965 ne peut plus utiliser les mêmes méthodes politiques pour perpétuer sa domination.

En effet, au fil des ans, le Conseil de la Révolution s'est décomposé. Tous les membres qui constituaient en son sein les délégués des anciennes wilayas de l'intérieur : Tahar ZBIRI, Mohan ou el HADJ, Salah BOUBNIDER, Youssef KHATIB, CHAABANI, ... ont été éliminés.

Le pouvoir s'est trouvé concentré entre les mains du "groupe d'OUDJDA" : ATI MENDJLI, KAID AHMED, CHERIF BELKACEM, BOUTEFLIKA, MEDEGHRI, s'appuyant sur l'appareil militaire forgé au Maroc et en Tunisie.

Mais ce groupe s'est lui-même décomposé après le retrait de MENDJLI, le passage à "l'opposition" de KAID AHMED, la radiation de BELKACEM et la liquidation de MEDEGHRI.

La nouvelle promotion des colonels ne régénère pas le vieux Conseil, mais introduit en son sein de nouvelles contradictions. BOUMEDIENNE gouverne seul, à un moment où les masses n'acceptent plus ni les conditions de vie misérable, ni l'absence des libertés démocratiques.

LENINE expliquait que la révolution commence lorsqu'en bas on ne veut plus et qu'en haut on ne peut plus.

En bas, depuis la grève générale de la S.N.S. de KOUBA et la C.N.J.A., les travailleurs et la jeunesse n'acceptent plus. En haut, chaque jour, le pouvoir révèle son impuissance à régler les problèmes de ravitaillement, des transports, du logement ...

QUELLE CHARTE NATIONALE ?

BOUMEDIENNE est conscient du fait que l'isolement de son pouvoir conduit à une explosion sociale qui risque de balayer son régime.

Il est conscient qu'un affrontement sanglant entre les masses et l'A.N.P. dont les cadres sont discrédités dans le pays, aboutirait à la décomposition de l'armée et à la liquidation de son régime, car BOUMEDIENNE sait, beaucoup mieux que les colonels qui parlent ouvertement de répression sanglante, que la révolution algérienne n'a pas subi de défaite majeure depuis 1962. Après la terrible épreuve de la guerre de libération, les masses ont éprouvé le besoin de souffler et elles ont toléré le régime de BEN BELLA et de son successeur. Mais elles n'ont pas donné à BOUMEDIENNE qui gouverne depuis 10 ans, un mandat perpétuel et "notre Président" le sait bien.

Mais, d'autre part, il redoute de voir les masses se saisir des élections à l'Assemblée Nationale pour s'organiser et balayer les institutions nées du putsch de 1965. Et c'est pourquoi son discours est pétri de contradictions. Ainsi, on insiste sur le caractère démocratique de la charte, mais pour ajouter aussitôt que la Charte "devra refléter la doctrine du parti", aborder les trois révolutions : agraire, industrielle et culturelle ...

Curieuse conception de la démocratie que celle qui consiste à donner la parole au peuple à la seule condition qu'il soit d'accord avec ses dirigeants !

Et comment la Charte pourra-t-elle refléter la doctrine du F.L.N., puisque BOUMEDIENNE déclare dans ce discours que le Congrès de 1964 dut "une caricature du Congrès du Parti" et qu'il n'y a rien eu depuis ?

Soit, le peuple a la parole et, dans ce cas, il peut débattre de tous les problèmes, soit il n'est pas encore majeur et il n'est autorisé qu'à commenter les discours de BOUMEDIENNE, la seule incarnation du parti et du peuple, travail déjà facilité par le recueil des discours de BOUMEDIENNE publié à la S.N.E.D.

BOUMEDIENNE l'a dit : " La période des années 1965-75 est terminée. "

Elle est terminée parce que la bourgeoisie algérienne et son Etat ont été incapables de résoudre les problèmes posés par l'indépendance.

Elle est terminée parce que la lutte des classes, a pris depuis un an un caractère aiguë. A partir de la grève générale de la S.N.S. de KOUBA, les travailleurs ont cherché à s'organiser en classe, à faire de l'U.G.T.A. une centrale syndicale indépendante du F.L.N. et du pouvoir. De même, les étudiants se sont engagés sur la voie de la création d'une organisation de la jeunesse indépendante de l'Etat.

C'est à partir de l'analyse de ce mouvement des masses et de la jeunesse que nous avons expliqué dans "TRIBUNE ALGERIENNE" N° 2 et 3, qu'une nouvelle période s'ouvrait en Algérie : celle de l'organisation des travailleurs et de la jeunesse en vue de l'affrontement avec le régime militaire-policié actuel.

BOUMEDIENNE a fixé des échéances : avant Juin 1976 se tiendra le Congrès du F.L.N. préparé par une très large discussion démocratique sur la Charte Nationale et le pays sera doté d'une Assemblée Nationale Populaire élue au suffrage universel.

Mais plus de quatre mois ont passé et le débat démocratique n'a pas encore commencé ! Et la création d'une sous-commission de la Charte Nationale au sein de l'U.N.J.A., comme de l'U.G.T.A., désignées l'une et l'autre par le pouvoir, augurent mal de l'avenir démocratique de ce débat.

Il est évident que le pouvoir déchiré par ses contradictions internes, ne s'avance dans cette voie qu'avec beaucoup d'inquiétude et il n'est pas exclu que, prétextant un événement de la politique intérieure ou internationale, le pouvoir ne renvoie aux calendes grecques les élections à l'Assemblée Nationale.

Dans la mesure où BOUMEDIENNE déclare que toutes les opinions pourront s'exprimer, il va de soi que ces opinions pourront s'exprimer dans la presse nationale, la radio et la télévision. Cela suppose que les libertés fondamentales : droit de presse, de réunion, d'expression, d'organisation ... seront totalement rétablies !

Par exemple, il serait normal que, pour tirer le bilan de la guerre de libération, tous ceux qui ont contribué à forger le mouvement ouvrier et nationaliste (anciens du M.N.A., du F.L.N., du P.C.A., de l'U.G.T.A., etc...) puissent s'exprimer !

Ainsi seraient créées les premières conditions d'un renouveau de la vie politique en Algérie qui devrait aborder tous les problèmes et être ouvert à tous les travailleurs, les paysans, la jeunesse, les femmes ...

QUEL CONGRES DU F.L.N. ?

BOUMEDIENNE a dit, dans son discours, que le Congrès du F.L.N. de 1964 avait été une "Caricature de Congrès".

Pourtant, il n'a jamais émis de protestation à l'époque et il a accepté d'être élu au Comité Central et au Bureau Politique par ce Congrès fantôme.

Depuis, non seulement le F.L.N. n'a jamais tenu de Congrès, mais les dirigeants désignés pas lui, KAID AHMED et CHERIF BELKACEM, n'ont pas su en faire un parti démocratique, puisque BOUMEDIENNE lui-même a déclaré à plusieurs reprises que le F.L.N. était un "parti de notables".

Tenir un congrès véritable du F.L.N. cela ne suppose-t-il pas que les libertés démocratiques existent, non seulement pour les courants qui ont formé le Front, mais pour tous les courants politiques.

Certains, comme le P.A.G.S. voudraient nous faire croire que le Congrès prochain du F.L.N. est l'événement capital de ce "processus" de démocratisation". Cela suppose une conception curieuse de la démocratie en Algérie : le pouvoir désignerait des commissions de la Charte dans toutes les organisations nationales : U.G.T.A., U.N.J.A., la charte ratifiée, elle servirait de document pour le Congrès du F.L.N. et les meilleurs combattants de cette Charte seraient des élus du F.L.N. et de l'Assemblée Nationale, tout cela sous le contrôle de l'A.N.P. qui assurerait "la continuité révolutionnaire" ...

Pour la paysannerie pauvre, le prolétariat, la jeunesse, les soldats, les femmes, ce qui est essentiel ce n'est pas le Congrès du F.L.N., parti de bureaucrates et de carriéristes, devenu un rouage de l'appareil d'Etat et qui restera, quels que soient les changements, ce qu'il a toujours été : un parti bourgeois.

Ce qui est essentiel pour les masses, ce sont les libertés démocratiques : la liberté de presse, de réunion, d'association, d'expression.

LA PAROLE AUX TRAVAILLEURS, AUX FEMMES, A LA JEUNESSE !

Les deux commissions de la Charte Nationale (U.N.J.A. et U.G.T.A.) désignées par le pouvoir, se sont limitées, depuis 3 ou 4 mois, à présenter sous des formes accessibles les slogans de la propagande officielle.

On se limite à des commentaires respectueux des sourates de BOUMEDIENNE, au lieu de partir des problèmes réels des classes laborieuses et de la jeunesse.

Puisque la période des années 1965-75 est terminée, n'est-il pas temps de donner aux travailleurs, aux femmes, aux fellahs, à la jeunesse?

La Charte Nationale ne peut être un document rédigé par les tenants du pouvoir et ratifié par le peuple par un " referendum ". La Charte doit être élaborée démocratiquement par le peuple !.

Les paysans pauvres devraient pouvoir se réunir dans chaque douar, sehta ou village, élaborer, en dehors des dirigeants du F.L.N. ou de l'A.N.P., leurs cahiers de revendications et élire leurs délégués qui se réuniraient au niveau de la daïra, qui désigneraient leurs députés au niveau de la wilaya, les délégués désignés au niveau national étant les élus de la paysannerie pauvre et les documents adoptés formant le texte de la Charte de la paysannerie pauvre algérienne .

N'aurait-on pas, à la fois, la représentation démocratique et un document sérieux sur la paysannerie algérienne, ses difficultés, ses problèmes, ses revendications?

Les travailleurs des sociétés nationales ne pourraient-ils pas rédiger, mieux que ne le font les P.D.G. ou bureaucrates, leurs propres cahiers de revendications, et élire leurs députés?

Les jeunes, les femmes, ne pourraient-ils pas agir de même et élire leurs députés?

Les soldats ne pourraient-ils pas élire leurs députés choisis dans leurs rangs?

Cela est possible! Cela est nécessaire!

Que l'on rétablisse les libertés fondamentales et l'on assistera à un essor extraordinaire de la vie politique en Algérie.

POUR L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE SOUVERAINE -

BOUMEDIENNE n'a pas précisé quels seraient les pouvoirs des députés qui, à l'Assemblée nationale, représenteront la paysannerie, le prolétariat, les femmes, la jeunesse.

Dans la mesure où ils seront l'expression démocratique du pays, il détiendront de ce fait, et normalement, tous les pouvoirs. Cela veut dire que l'Assemblée Nationale Populaire dont parle Boumedienne ne peut être que l'Assemblée Constituante Souveraine .

C'est à cette Assemblée Constituante que reviendra la tâche d'élaborer une Constitution pour le pays, de désigner en son sein un gouvernement responsable devant elle, de veiller au respect des libertés démocratiques préalablement rétablies ...

C'est cette bataille que lance " TRIBUNE ALGERIENNE " avec tous les militants, partis ou groupes qui sont d'accord sur cette orientation.

en avant pour la

CONSTITUANTE SOUVERAINE

Depuis la fin octobre, dans " Tribune Algérienne " et " Tribune / Arguments " , le Comité de Liaison des trotskystes algériens (C.L.T.A.) a défini sa position sur le Sahara occidental, à partir des principes du marxisme sur la question nationale et l'internationalisme prolétarien (1).

Le C.L.T.A. a dit qu'il n'y avait pas de " Nation sahraouie " , que l'impérialisme avait créé des Etats artificiels pour diviser les peuples du Maghreb et perpétuer sa domination et que Boumedienne, le dictateur qui avait privé le peuple algérien de toutes ses libertés, ne pouvait être pour le droit à l'autodétermination du " peuple sahraoui " .

Si Boumedienne s'est lancé dans l'aventure du Sahara, c'est parce qu'il y escomptait des profits matériels importants. Mais la raison essentielle était de créer une diversion pour camoufler la faillite économique et politique du régime et faire passer le plan de redressement (" bataille de la production ") dicté par les Banques mondiales; enrayer la décomposition du Conseil de la Révolution, réduit à une clique de colonels de l' ANP et de la police et en dressant l'un contre l'autre les peuples algérien et marocain, tenter de casser le mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière qui se développe depuis la grève de la R.S.T.A. en 1972.

LA FAILLITE DU REGIME DE BOUMEDIENNE -

Depuis 1974, l' Algérie a épuisé ses crédits auprès des Banques internationales et européennes. Le bilan du 1er plan quadriennal a été si lamentable que l' Algérie n'a plus trouvé de banquiers pour financer le Second Plan, aux objectifs délirants, parce que fondés sur des illusions; croyance que le quadruplement des prix du pétrole procurerait un quadruplement du pouvoir d'achat, à l'indexation possible des prix des matières premières, à un " nouvel ordre économique " , à la création d'une " monnaie arabe " ...

C'est pour obtenir l'aide et la caution des Banques françaises, que Giscard a été accueilli, à bras ouverts à Alger. Mais en Mars 1975, malgré les mirobolants contrats proposés (infrastructure, équipements, hydraulique ...) qui témoignent de la continuité et de l'importance des liens avec l'impérialisme français depuis les Accords d'Evian, les Banques françaises et le C.N.P.F. ont déclaré, à partir du bilan effectué (2) que l' Algérie, n'était pas solvable (3) du fait que la réforme agraire n'ayant pas été réalisée le marché intérieur était trop étriqué pour permettre une quelconque industrialisation, que la véritable richesse pouvant garantir les investissements, ce n'était pas le pétrole mais le gaz, secteur largement contrôlé par les U.S.A., que l'endettement du pays était trop important, que le pays était dirigé par une clique d'aventuriers corrompus et incompétents dont l'avenir était précaire ...

La banqueroute étant imminente, Boumedienne se lança dans l'aventure du Sahara, avec pour objectif non pas de remettre en question l'impérialisme dans la région, d'où la reprise intégrale du projet " d'autodétermination " de Franco, mais de faire assez de tapage pour amener Kissinger et les Banques internationales à consentir des crédits pour l'année 1976.

Les Banques accordèrent une partie des crédits demandés, non par suite de l'efficacité du chantage exercé, mais pour éviter l'effondrement du régime militaire policier, garant de l'ordre bourgeois en Algérie et au Maghreb. La contrepartie exigée, ce fut : l'affectation d'une partie des crédits à des investissements dans le secteur du gaz, de nouveaux contrats de vente du gaz, budget d'austérité. En bref le pillage du pays par les trusts, l'enchaînement de l' Algérie à l'impérialisme et le rationnement pour les travailleurs.

LE BUDGET SCELERAT DE 1976 -

La présentation de la loi des finances (budget 1976) faite par MAHROUG lors de sa Conférence de Presse (El Moudjahid 3/1/76) est fort instructive (4).

Elle révèle tout d'abord que :

" La Banque Mondiale, les banques internationales ont massivement apporté leur concours à l'Algérie " .

.../...

(1) - Le C.L.T.A. a donné la totalité de sa position dans sa revue théorique " L'Etincelle " et dans une brochure du "Cercle d'Etudes Marxiste Algérien" - "La question du Sahara et les problèmes de la Révolution prolétarienne en Algérie et au Maghreb".

(2) - Afrique-Industrie n° spécial octobre 1974.

(3) - " L'Algérie, plus de dettes que que pétrole " n° d'Expansion Mars 1975.

(4) - Pour avoir au cours de sa Conférence de presse révélé un peu trop clairement la politique bourgeoise du pouvoir camouflée derrière le rideau de fumée du " socialisme "(mais Mahroug faisait sa Conférence pour les Banques pas pour le peuple algérien!), le ministre des finances a été destitué et envoyé à l'hôpital psychiatrique de Blida.

.../...
Pourquoi cette confiance et cette générosité des banques? Parce que dit Mahroug:

" Notre capacité d'endettement repose sur des éléments objectifs, sur la gestion
" de notre économie et de nos finances "

Les " éléments objectifs " c'est le gaz soldé à l'impérialisme . Et la bonne " gestion " , c'est pour Mahroug et les banques : la surfiscalité, la diminution massive du niveau de vie des masses, le blocage des salaires, la mise en place d'une politique du surexploitation (" classification des postes " , rentabilisation des entreprises publiques ...).

Cette bonne " gestion " s'inscrivant elle même dans une politique générale de repression (Cour de Sécurité de l'Etat) et d'embrigadement par le volontariat en passe de devenir obligatoire et " la massification " du sport, le tout sous le contrôle de l' A.N.P., véritable cancer de l' Algérie, fonctionnant à la manière de la société féodale ou turque avec ses immeubles, ses domaines, fermes, entreprises ... échappant à tout contrôle administratif ou fiscal et dont le budget est accru de 25%.

C'est ce budget 1976, véritable déclaration de guerre à la classe ouvrière, à la paysannerie pauvre, à la jeunesse, à toute la population, qui explique la continuation de la campagne sur le Sahara, alors que l'échec est total (l'accord de Madrid est appliqué sur le terrain et la RASD n'est même pas reconnue par Kaddafi!).

Mais il faut bien parler du Sahara, pour détourner l'attention des travailleurs des véritables problèmes: le chômage, la misère, l'inflation, la pénurie, la surexploitation, les difficultés innombrables de la vie quotidienne; logement, transports ...

Mais rien n'y fait. La diversion du Sahara a fait long feu. Les masses n'ont pas marché, et la décomposition du Conseil de la Révolution qui n'est plus qu'une clique d'officiers contre révolutionnaires corrompus (5), s'est accélérée.

C'est dans ce contexte de putréfaction et de désintégration du régime de la dictature militaro-policière, qu'est paru à Alger le 9 Mars, un " Appel au peuple algérien " émanant de FEHRAT ABBAS, BEN KHEDDA, LAHOUEL et KHEIREDDINE.

LE MANIFESTE DES QUATRE

Il contient un réquisitoire sans appel du " régime personnel qui s'exerce sans contrôle " et réclame " un débat public, à l'échelle nationale, pour l'élection au suffrage universel direct et sincère d'une Assemblée Nationale Constituante et Souveraine ".

P. BALTA, le plumitif qui formule la pensée de Boumedienne dans " Le Monde " du 12/10, cherche à rassurer les dirigeants des pays capitalistes et les banquiers, à qui il s'adresse, pour le compte de son patron.

L'appel ne trouvera pas d'écho, dit-il, dans la jeunesse ou dans le peuple, mais uniquement dans " la petite bourgeoisie affairiste ".

" En outre, ajoute-t-il la mise en route des dernières mesures institutionalisant le régime (Charte Nationale, élection d'une Assemblée nationale puis l'élection d'un congrès du FLN) les inquiète. Le pouvoir en place depuis onze ans, verrait alors sa légitimité confirmée et pourrait se prévaloir, du respect de la démocratie à travers le suffrage populaire. Ce " pouvoir révolutionnaire " serait alors assuré d'une pérennité que les forces qui lui sont hostiles auraient beaucoup de mal à contester, et à fortiori, remettre en question ."

Ne soutenez pas ABBAS et BEN KHEDDA, dit BALTA aux banquiers, car c'est le passé. Vos investissements, vos prêts et bénéfices seront mieux garantis par la dictature actuelle qui est en train de se démocratiser !.

Même son de cloche dans " L'humanité ", l'organe du P.C.F., acharné à défendre le régime en place comme il a défendu jusqu'au bout l'ordre colonial.

" ce qui est rassurant (sic) en quelque sorte, c'est que cette réaction intérieure, en soit
" amenée à choisir comme porte drapeau des hommes aussi démonétisés que FEHRAT ABBAS et
" BEN KHEDDA. "

Le P.C.F. sait, comme Balta, que la classe ouvrière, la paysannerie pauvre et la jeunesse se mobilisent contre la dictature et ils se rassurent comme ils peuvent.

(5) L'exemple de la corruption vient de haut. Ainsi lors du scandale de la SOTRAWO, c'était le directeur du cabinet du Wali d'Oran qui organisait le pillage des fonds publics. Faut-il s'en étonner puisque le chef de l'Etat lui-même à la manière d'un Farouk ou d'un Haïlé Selassié vole. Ainsi la revue financière " Valeurs Actuelles " du 29 Mars révèle qu' " un homme d'affaires algérien chargé des intérêts personnels de Houari Boumedienne vient d'acheter pour 16 millions de francs, un hôtel aux Champs Elysées ". Sans doute pour y loger les travailleurs immigrés de Nanterre !.

Si F. ABBAS et BEN KHEDDA ne jouent aucun rôle depuis 1965, ils ont été les dirigeants de l'UDMA et du MTLD et les deux présidents du GPRA. De même KHEIREDDINE est l'ancien leader des Oulamas. Et enfin le quatrième, que tout le monde escamote, LAHOUEL est un ancien dirigeant du PPA et le secrétaire général du MTLD en 1953.

Cela signifie que l'appel émane de quatre leaders des Oulamas, de l'UDMA et du C.C. du MTLD, qu'ont fondé le FLN en 1955.

Mais chaque algérien comprend qu'il ne s'agit pas d'une résurrection du passé, car le mot d'ordre qui les rassemble, celui de l'Assemblée Constituante Souveraine n'a jamais figuré dans la plate forme des Oulamas, de l'UDMA, du FLN ou du GPRA. C'est par contre, le mot d'ordre de l'Etoile, Nord Africaine, du PPA et du MTLD, celui qui a fondé le mouvement nationaliste algérien.

Et il est normal qu'un BALTA, et que P.C.F. préfèrent parler de KHEIREDDINE et oublier LAHOUEL (pas le centraliste qui a trahi le MTLD en s'alliant à Jacques Chevalier, mais l'ex secrétaire du PPA - MTLD) et discrédité le mot d'ordre d'Assemblée Constituante Souveraine, toujours chargé d'un contenu vivant pour les masses (6) ce qui donne à l'Appel un caractère explosif.

LA CRISE S'ACCELERE - BOUMEDIENE AUX ABOIS !

La publication de l'Appel a eu comme première conséquence d'entraîner l'adhésion de Boudiaf, dirigeant du PRS et ancien responsable du CRUA, de AIT AHMED, l'ex leader du FFS, de LEBJAOUI ex leader du R.U.R., de HADJ SMAIN, ancien président de l'Assemblée nationale, de Mohamed Harbi ...

Le fait que des dirigeants des différentes fractions nées de la décomposition du F.L.N. depuis 1962 (et qui n'ont jamais été que des groupes ou organisations petite bourgeoises, incapables de combattre pour l'indépendance de classe du prolétariat) abandonnent leur programme pour se rallier à l'Appel ne signifie pas que la tentative qu'ils projettent, à savoir la construction d'un F.L.N., renouveau soit viable.

Bien au contraire, car le ralliement au mot d'ordre de la Constituante Souveraine ne ramène pas aux origines du F.L.N. mais au mouvement nationaliste de l'ENA-PPA-MTLD et élimine la prétention qui fut celle du FLN ou de l'ALN de constituer la seule porte parole du peuple algérien pendant la guerre et le parti unique depuis 1962.

Ainsi depuis "l'Appel" du 9 Mars, il est admis, qu'il n'y avait pas plus de légitimité dans le groupe qui s'est emparé du pouvoir en 1962, que dans l'actuel pouvoir issu du putsch du 19 Juin 1965 puisque ni l'un ni l'autre n'émanaient d'une Assemblée Constituante Souveraine.

La situation politique s'en trouve autant clarifiée par le fait que toutes les discussions sur la primauté du F.L.N. sur l'A.L.N. ou l'inverse, sur la légitimité du pouvoir actuel fondée sur le fait que l'A.N.P. est la coordinatrice de l'A.L.N. ... n'ont plus d'objet. Comme cela, voue à l'échec toute tentative de ressusciter le CRUA ou le vieux F.L.N. de 1955 qui a réalisé ses objectifs avec la signature des Accords d'Evian qui ont fondé l'Etat bourgeois actuel.

Et c'est parce que le mérite de "l'Appel" a été de ramener la discussion sur l'essentiel que Boumediene n'a pas pu escamoter plus longtemps le problème des institutions à venir.

C'est dans ce contexte que se situent les déclarations fracassantes de KAID AHMED, qui fut le fidèle compagnon de Boumediene depuis 1958 et l'homme à poigne du pouvoir qui a mis au pas l'UGTA et dissout l'UNEA, celui qui a couvert tous les crimes et turpitudes du régime actuel.

Ses divergences avec son ancien patron ne portent pas sur le refus d'appliquer "la révolution agraire" comme tente de l'expliquer le P.C.F. car jamais la bourgeoisie n'a autant propéré et la politique du pouvoir à l'égard de la bourgeoisie ne tient-elle pas dans ce mot d'ordre : "enrichissez vous et fidez nous la paix !".

Elles ne portent pas non plus sur l'origine de l'Etat militaro policier qu'il a contribué à forger, mais sur les méthodes de direction de Boumediene.

C'est pourquoi Kaïd Ahmed ne peut se rallier à la Constituante Souveraine, car il a été et reste le porte parole d'une large fraction de l'appareil du F.L.N. et de l'ANP et du Conseil de la Révolution, qui chercheraient en se débarrassant de Boumediene à conserver les structures actuelles de la dictature militaire, mais "démocratisées".

(6) Il contenait les revendications suivantes : 1/ Abrogation de toute la législation coloniale sur le cadre de l'indigénat. 2/ Liberté de presse, de réunion, d'expression, d'association, de culte. 3/ Récupération par l'Etat Algérien de toutes les richesses minières et des grands domaines coloniaux et distribution gratuite des terres aux fellahs. 4/ Droit au travail. 5/ Elections libres au suffrage universel pour une Assemblée Constituante et Souveraine, qui déterminera les liens entre la France et l'Algérie.

.../...

Les révélations de Kaïd Ahmed sur la corruption de Boumediene, présenté comme un Raspoutine, et de sa bande d'écumeurs, ne visent pas à renverser le régime mais constituent un Appel en direction de l'appareil militaro policier pour se dégager à temps de la cliqué au pouvoir, en même temps, qu'un appel au putsch, ce qui n'a rien à voir avec la Constituante.

Il n'en reste pas moins que ces révélations sur la corruption des dirigeants actuels, contribuent non seulement à discréditer Boumediene et sa clique, mais à approfondir la crise du régime, structuré autour de l'ANP.

C'est parce qu'il sent le sol se dérober sous ses pieds que Boumediene cherche à se dégager du guépier, du Sahara sans trop perdre la face, et multiplie les efforts pour regagner la confiance de l'impérialisme français, auquel l'Algérie reste enchaînée comme il se dépêche de mettre en place la prochaine Assemblée de marionnettes qui devrait "légitimer" son pouvoir de fait comme le lui impose la situation et l'on exigé les Banques.

ASSEMBLEE NATIONALE POPULAIRE OU ASSEMBLEE CONSTITUANTE SOUVERAINE

Dès le 16 Mars, Balta et le P.C.F. insinuaient dans "Le Monde" et "L'Humanité" que "l'appel au peuple algérien" réclamant la Constituante Souveraine exprimait l'inquiétude des milieux bourgeois devant l'institutionnalisation du régime "révolutionnaire" de Boumediene. Ainsi le mot d'ordre de la Constituante qui était pourtant celui du P.C.A. en 1962, était privé de tout contenu et ramené à une manoeuvre de la bourgeoisie.

Mais l'appel ayant donné "un coup de fouet à la vie politique" en Algérie comme il l'admet lui-même bien qu'il dissimule le contenu de ces discussions, Balta a été obligé de rectifier le tir

Ainsi dans "Le Monde" du 8 Avril, il explique froidement que l'Appel :

"a contribué à mettre en évidence l'enjeu de la charte nationale qui sera discutée par la population à partir du mois d'avril, avant de faire l'objet d'un referendum qui suivront les élections de l'Assemblée populaire nationale et du président de la République".

ce qui revient à dire qu'il n'y a aucune contradiction profonde entre le programme de l'Appel et celui de Boumediene. Mieux : la Charte Nationale, la consultation électorale ... sont la Constituante !.

Par ailleurs Balta tente d'expliquer que si le pouvoir a mis onze ans avant de se faire légitimer, c'est parce qu'il fallait renforcer tout d'abord le pouvoir contre révolutionnaire.

Ainsi donc il n'y a pas de contradiction entre Assemblée Nationale Populaire et Constituante Souveraine !.

Les cahiers de revendications des différentes couches sociales, les programmes des partis politiques ... C'est la charte rédigée par le pouvoir !.

La discussion libre et démocratique, c'est la discussion sur la Charte !.

La libre consultation des citoyens, c'est le referendum !.

Les élections libres, c'est la présentation des candidats présentés "selon la pratique établie" (et approuvée par Balta) par le seul FLN au brave peuple rassemble au cours de "forums politiques" !.

Et c'est ainsi que nous aurons l'Assemblée Nationale Populaire avec un unique programme, celui de Boumediene ratifié par le pouvoir depuis le 1er. novembre 1976 est toujours clandestin.

Ce qui n'empêche que les motions de soutien à la Charte Nationale ont déjà été adoptées, ce qui est un exploit aussi grand que celui du bourrage des urnes et de la clôture du scrutin avant l'ouverture des bureaux de vote selon la tradition coloniale.

Ainsi le 29 Mars, lors de "la Journée d'études sur l'agriculture à Médéa" organisée par le FLN, une motion contenant le paragraphe suivant a été adoptée.

Considérant que la Charte Nationale constitue un acquis révolutionnaire permettant la consolidation des institutions de l'Etat démocratique socialiste " ...

(Révolution Africaine 2 avril 1976 p. 36).

.../...

(7) Dans un article du " Monde " du 10 Avril 1976 P. Balta qui s'adresse aux dirigeants des trusts, des banques, de la Ligue arabe ... indique, que l'Algérie ayant " rempli son devoir de solidarité en apportant un actif soutien au F. Polissario", les dirigeants estiment qu'il y a lieu de laisser mûrir une situation qui évolue lentement, mais selon eux, favorablement ."

Et avec le cynisme qui caractérise les plunitifs au service d'une dictature, Balta parle de la " souscription " de soutien au Polissario qui a atteint 20 millions de dinars en mars et qui témoignerait du soutien du peuple algérien à la politique saharienne du pouvoir, alors qu'il s'agit d'une impôt forcé.

.../...
Pourquoi se soucier du contenu de la Charte qui sera publié à la veille du référendum puisque Boumediene a déclaré que son contenu était " socialiste, progressiste et révolutionnaire " et que mettre en doute de telles intentions ne peut qu'être le fait de la réaction !.

C'est cette démocratie " socialiste " que soutient le P.A.G.S. acharné à défendre en Algérie le régime de la dictature, comme le P.P.S. défend au Maroc la monarchie réactionnaire de Hassan II. Mais qu'en pensent les militants du P.A.G.S. qui se réfèrent encore au programme du P.C.A. d' Avril 1962 qui parlait d' Assemblée Constituante ou à celui de l' O.R.P. qui condamnait en 1966 le régime actuel? Vont-ils se dresser contre les mouvements du prolétariat, de la paysannerie pauvre, des femmes et de la jeunesse, comme ils l'ont déjà fait, en participant aux côtés de De Gaulle- Thorez- Beorgeaud aux massacres de Mai 1945?

L' Assemblée Nationale populaire qu'on nous promet ne peut qu'être une Asssemblée de fonctionnaires dociles, d'officiers corrompus, d'avocats sans science ni conscience et de harkis de la plume, une super assemblée de beni-oui-oui, qui se bornera à enregistrer les décisions prises par le Président Constituant et Souverain.

Bien entendu une telle Assemblée ne toucherait pas à l'appareil militaro policier qui détiendrait la réalité du pouvoir et maintiendrait les liens de subordination de l' Algérie envers l'impérialisme.

C'est précisément ce que remet en question la Constituante Souveraine qui donne tous les pouvoirs aux représentants du peuple élus démocratiquement au suffrage universel. Et on comprend la violence des attaques de la bourgeoisie (BALTA) et des contre révolutionnaires du P.C.F.- P.A.G.S. contre le mot d'ordre de la Constituante Souveraine !.

LA LUTTE DES CLASSES VA S'INTENSIFIER -

Pendant des semaines, le pouvoir va utiliser la presse, la radio, la télévision pour intoxiquer l'opinion publique. Les travailleurs, les paysans la jeunesse, les femmes seront embrigadés dans les forums et meetings qui se conclueront par des motions de soutien total à la Charte et à Boumediene.

Tout sera fait par l' ANP, la police, le FLN, les walis, les brigades d'étudiants volontaires pour imposer un vote dont les résultats sont déjà connus, comme l'étaient ceux de l'époque coloniale : approbation massive de la Charte, triomphe pour Boumediene.

Tout un battage publicitaire va occuper le devant de la scène. Des centaines de motions se félicitant de l'abondance et de la liberté seront votées par des chômeurs et fellahs faméliques trainés dans les forums. Mais cela n'a que peu d'importance et ne parviendra pas à éliminer les difficultés incroyables de la vie quotidienne ni à duper les masses qui se rendent bien compte à chaque instant que les cartes sont truquées.

C'est dans les entreprises, contre la mise en place des nouvelles normes de production qui vont accélérer les cadences, la classification des postes qui vont déqualifier les travailleurs et instaurer le système Taylor, contre la prolongation de la journée de travail et l'obligation du volontariat, contre la politique des revenus et la bataille de la production que vont se dresser les travailleurs quelles que soient les institutions mises en place par la G.S.E. tendant à institutionnaliser la collaboration des classes.

C'est contre le chômage, qui la frappe massivement que va se dresser la jeunesse.

C'est contre la réforme de l'enseignement qui américanise l'Université et tend à instaurer avec l'école fondamentale la sélection que vont se dresser étudiants, enseignants et parents d'élèves.

C'est contre la pénurie, la vie chère, l'inflation, la diminution massive du pouvoir d'achat, le manque de transports, de logements d'hôpitaux, d'eau ... que vont se dresser dans les douars et les villages, dans les gourbis et les bidonvilles, les quartiers, dans les usines, les bureaux et les chantiers, les Universités et les lycées, dans l'émigration... que vont se dresser les couches les plus larges de la population.

Et parce que la question de la Constituante Souveraine est maintenant au cœur de la discussion générale en Algérie, qu'inévitablement la lutte pour les revendications matérielles ne se combine avec la lutte contre l'arbitraire des gendarmes, de la police et des officiers qui trafiquent et volent le peuple, contre la corruption, le mensonge, et le bourrage de crâne, l'irresponsabilité des dirigeants, pour les libertés dont sont privés les Algériens.

Ainsi le mot d'ordre de la Constituante Souveraine permet non seulement d'établir le lien entre la lutte pour les libertés et celle pour les revendications matérielles mais elle fournit aussi le cadre politique pour la centralisation des luttes des masses algériennes contre l' Etat militaro policier.

LA BATAILLE POUR L'INDEPENDANCE DE L'UGTA. -

Le mouvement général de la mobilisation de la classe ouvrière contre l'Etat bourgeois a débuté avec la grève victorieuse de la RSTA en 1972 et s'est amplifié en 1974 - 75 avec la grève générale de la SNS de Kouba, celle des dockers ... La crise du régime et le budget de 1976 ne pourront que lui donner plus d'extension et de vigueur.

Dans ce combat qui a déjà commencé, les travailleurs seront amenés à balayer les ATU et autres institutions corporatistes de la G.S.E., à élire leurs comités de grève comme à la SNS de Kouba, à les centraliser en un comité de coordination des responsables élus et révocables à tout moment par les Assemblées générales de grévistes, souveraines et à reprendre en mains leur syndicat en chassant les permanents inféodés au pouvoir.

Puisque l'U.G.T.A. est la propriété des seuls travailleurs, puisque le rôle d'un syndicat est la défense des intérêts matériels et moraux des salariés, il faut éliminer tous les dirigeants qui défendent la politique bourgeoise des revenus, la bataille de la production, le volontariat la participation ..., tous les organes de la G.S.E. qui ne visent qu'à museler la classe ouvrière et lui extorquer un maximum de plus value.

- Election démocratique de tous les responsables !
- A la porte les dirigeants inféodés au pouvoir et à sa politique !
- Indépendance de l'U.G.T.A. envers le pouvoir et le FLN !
- A bas le budget 1976 ! A bas la politique d'exploitation capitaliste !

C'est parce qu'il redoute une telle perspective : une U.G.T.A. au seul service des travailleurs, indépendante du pouvoir, capable de centraliser la lutte du prolétariat contre l'Etat, que le P.A.G.S. investit totalement l'U.G.T.A et cherche à l'amarrer au régime actuel.

Le P.A.G.S. combat avec acharnement (comme l'ont fait jadis le P.C.F. et le P.C.A. qui ont lutté jusqu'au bout pour que les ouvriers algériens restent à la C.G.T.) pour que les travailleurs ne défendent que des revendications particulières et au niveau de l'entreprise, mais qu'en aucun cas, ils ne cherchent à unifier et centraliser leur combat et à s'organiser en classe indépendante.

Tout est mis en oeuvre pour diviser les travailleurs, atomiser leurs luttes, faire passer la politique du pouvoir du "retrouvez vos manchez et ne revendiquez pas", car ce serait remettre en cause la politique nationale. Comme si les travailleurs devaient payer le fiasco de la politique actuelle et continuer à suer de la plus value pour que les P.D.G., les bourgeois et les colonels puissent se remplir les poches et acheter les hôtels particuliers aux Champs Elysées !

Le pouvoir et le P.A.G.S. savent que la lutte des classes ne peut être comprimée, mais il faut éviter à tout prix que les travailleurs ne remettent en question le plan d'assainissement (budget 76) que les Banques ont imposé à Boumediène, d'où l'acharnement mis dans l'implantation de la G.S.E. rodée dans la DNC/ ANP et dirigée contre l'U.G.T.

Le pouvoir et le P.A.G.S. n'ont pas pu empêcher que l'U.G.T.A. ne célèbre son 20ème anniversaire. Sans doute, Boumediène est venu paroder à la tribune et rabacher son inévitable discours sur les libertés, la démocratie et le bonheur qu'il a apportés à tous depuis 1975 et sur la nécessité de gagner la bataille de la production.

Sans doute la direction de l'U.G.T.A. s'est engagée à faire passer chez les travailleurs la politique bourgeoise du pouvoir.

Mais cela importe peu. Ce qui est essentiel c'est que le pouvoir et le P.A.G.S. ne sont pas parvenus à détruire l'U.G.T.A. ou à en faire un syndicat intégré, corporatiste. Ce qui est essentiel, c'est qu'au moment où s'ouvre la crise du régime, la classe ouvrière algérienne dispose d'une arme : l'U.G.T.A., qui débarrassée des bureaucrates inféodés, lui permettra d'unifier son combat contre l'Etat bourgeois.

LA PLACE DE TRIBUNE ALGERIENNE -

"Tribune Algérienne" mène depuis sa création en septembre 1974, le combat pour les libertés, la réforme agraire, la Constituante Souveraine.

Dans la guerre des classes qui se déroule actuellement et où l'indépendance de l'U.G.T.A. représente une position capitale pour les travailleurs "Tribune" mena un combat impitoyable contre le pouvoir réactionnaire.

"Tribune" démasque la politique de classe du régime et les liens que le rattachent à l'impérialisme.

"Tribune" informe les travailleurs des luttes et dégage le mouvement général du prolétariat contre le pouvoir.

"Tribune" dénonce la corruption des dirigeants.

./.

"TRIBUNE" encourage la classe ouvrière, les fellahs misérables, les femmes exploitées et alinées, la jeunesse, les appelle à réfléchir, à se concerter, à prendre des initiatives pour la défense des revendications et les libertés.

"TRIBUNE" nourrit la haine de classe des exploités et des opprimés, des chômeurs et des crève-la-faim, des exilés et des émigrés contre le régime militaro-policié.

"TRIBUNE" occupe déjà une place modeste, mais réelle !

REJOIGNEZ LES RANGS DES MILITANTS DE "TRIBUNE" ! SOUTENEZ-LES FINANCIEREMENT !

15 AVRIL 1976.

* * *

EST PARU : L'ETAT, organe du Comité de liaison des travailleurs algériens pour la Reconnaissance de la vie internationale. L'Etat, au sommaire : LA CRISE DU REGIME BOURGEOIS EN ALGERIE

A l'initiative : Un numéro spécial (sept pages) de "TRIBUNE" contenant des prises de position de militants du P.U.R., du P.S., du P.F.L.D. L'U.G.T.A. de l'Algérie et l'U.G.T.A. de l'ex-F.L.N.-M.T.L.D. SUR LA CONSTITUTION SOUVERAINE

Communes, Abonnements, correspondances, soutien, contributions. S.E.L.I.O. 24, rue du Faubourg St-Denis 75019 PARIS (mention "TRIBUNE ALGERIENNE")

Vient de Paraître **TRIBUNE ALGERIENNE N°5**

Au sommaire :

* EN AVANT POUR LA CONSTITUANTE SOUVERAINE !

* L'EXPLOITATION CAPITALISTE EN ALGERIE !

* L'ALGERIE SOUS LA COUPE DE L'IMPERIALISME

*INTERVIEW D'UN RESPONSABLE DE L'U.G.T.A.

En vente 3 F à la SELIO et auprès des militants de "TRIBUNE"

EST PARU : L'ETINCELLE, organe du Comité de Liaison des Trotskyistes Algériens, pour la Reconstruction de la IVe Internationale C.L.T.A.

Au sommaire : LA CRISE DU REGIME BOUMEDIENE et la QUESTION SAHRAOUIE

A Paraître : Un numéro spécial (sous quinzaine) de "TRIBUNE", contenant des prises de position de militants du P.A.G.S., du F.L.N., de l'U.G.T.A. de l'U.N.J.A., de l'U.N.F.A. de l'ex- P.P.A.-M.T.L.D. SUR LA CONSTITUANTE SOUVERAINE

Commandes, Abonnements, correspondance, soutien, contributions écrites écrire à :

S.E.L.I.O. 87, rue du Faubourg St-Denis 75019 PARIS
(mention "TRIBUNE ALGERIENNE")

كل الكتللة الجزائرية. فهي محاولة رد الفعل ضد
شدة غير كليات الجمع الجزائري
إعطاء أزمة الحكم الماسد واعتماد الإيداع
السياسية، للتطبيق السياسة الصادرة من قوام
البنوك العالمية. اتخذ بومدين نفس الطريقة وأراد
أن يبعث بالشعب الجزائري في مقاومة العري
الغريبة ضد المطامع التي من شأنها لتعويض المغرب
مع ذلك إن عكس ما كان متوقفا قد حل، عكس حلول
المشاكل جعل هذا التساؤل من صاقلته الحكم
الماسد أن تدبر وتناخذ قائلنا على ما نتمنى في
اعتزال بومدين في الميدان السياسي الوطني
وفي ميدان العمل السياسي، شدة الأزمة
الاقتصادية ورفضها بخدمته الوطنية
وحسن الضام في المشاركة في هذه المقاومة.
ففي هذه الوثيقة العالمية، هدرتوا القدرة
الاربعية السابقين، قادة حزب جبهة التحرير
الوطني الذي يطالب فيه "مناقشة عومية
لا تتأخر جمعية تأسيسية ماسدة في نظام
وطني وفي اقتراع شامل مباشر وفوري".
لأن أنصاف بومدين رئيس حزب الثورة الاشتراكية
(عاش) ومسؤول سابقا لجنة الثورة للوحدة
والعمل، وأنصاف أمين أمدز عم حملة القوة
الاشتراكية وأنصاف بومدين مسؤول سابقا بجمع
التوسيدي للثوريين "في جبهة التحرير الوطني"
وأنصاف الظاهر الزبيري رئيس سابقا أركان الرباط
الوطني للتحرير. كل هذا الاضطراب بين صابرة
الاقتراع السياسي للحكم الماسد.

يلاحظ أن لإمته المجتمعات، كرهولاء المناهجين
وكل هذه المنظمات انبثقت من افلاز حزب جبهة
التحرير الوطني. لهذا الحزب الذي ما طالب في
برنامجها في أي وقت كان شعار التأسيسية
الماسدة.

نذكر بأن حول هذا الشعار عام تكوين الحركة
الوطنية الجزائرية حول جبهة شمال إفريقيا ثم حزب
الشعب الجزائري وحركة التيارات الديمقراطية

كل ما مولى بينهم بأن الامورا يمتص الى تحديد
خيارا للماسد، لكن الأمر يمتص الى النضال من
أجل تحقيق مطالب الشعب الجزائري التي لم تمر
بعد.
نشير الى التنبيه بأن كل الذين يطالبوا
بالتأسيسية لا يطالبوا أبدا بحقوق الفصح
والتنظيم.

في ما تمسنا نحن، منا هليلن ترتمكين
بلجنة التمام الترتمكين الجزائريين

مخ: - بأن النضال من أجل الاستقلال
الوطني، بأن الاخصاص من فرائض
قيود الانريالية العالمية. بأن النضال
لتحقيق الحقوق والحرمان، ما أنتهاج
هذا النضال حتى التمرد لا يتحقق إلا من
طرف الطبقة العاملة الجزائرية التي
تجمع حولها كل من العلامين والكتلات
الكادحة من المجتمع الجزائري وبطبيعة
خاصة العسبة الجزائرية، وهذا
الشعار بالاتصال مع كتلات المغرب
بأكمله لتحرير الجزائر وشامل المغرب
من الانريالية العالمية وجوارها.

نحن نقول:

بأن حزب جبهة التحرير الوطني كتأسيسية بوموازية
وطنية قد بينت بجملة تاريخية عن جزه في
تريادة المعركة حتى النهاية من أجل مطالب
الشعب الجزائري الأساسية لاستقلال وطني، حتى
قطع كل قيود خضع لادال الانريالية العا
لمية، تحقيقا لمطالبات الجمعية، استرجاع الاراض
والحرمان.
وبأن ولعنه كعسبة سياسية مفيدة
بالفائدة التي أودتها مع الترتيمات لى
اتفاقيات الجيان.

نحن نقول:

بأن شعار الجمعية التأسيسية العا
شدة بالجزائر، هذا الشعار الذي صدر
من طرف الترتمكين الجزائريين بلجنة
التمام الترتمكين الجزائريين بعد
صا هزتهم بتاريخ أوت 1974 ومن
طرف منا هليلن "المسلة الجزائرية"
أنه اليوم شعار شمل نضال كل
الكتلات الجزائرية همد الايداع
السياسية للحكم الماسد من أجل
المطالب التي لم تتحقق بالنضال البطولي
للاستقلال الوطني لشعبنا.

لتحقيق هذا النضال يجب على البرو
ليطاربا أساس الطبقة العاملة
أن محافظا على حرية السياسة و
حرية التنظيم (من البرجوازية).
وهذا يعني بأن طبقة العمال في
احتياج لى حزبها بالخصوص حزب
العمال، الحزب الثوري، الحزب الذي
بالنسبة لنا نحن الترتمكين نحن
محتواه الناضل في برنامج
المنظمة العالمية الرابعة.

في "المسلة الجزائرية" علنو
النضال من أجل التأسيسية الماسدة
لقد بيننا محتوى التأسيسية:
في ايجازات: ايجاز الاستقلال
الوطني، ما أنه لم يتحقق وذلك
بسبب وجود قيود خضع المجتمع
الجزائري للانريالية العالمية،
لهذه القيود التي لم تتفصح بعد،
ايجاز الثورة الزراعية، ايجاز
الحرمان الديموقراطية: حرية
النشر، حرية التعبير، حرية التجمع،
علمانية الايداع السياسية للحكم
أى حرية الايداع السياسية من
الديانات، استقلال الاقار

العام للعمال الجزائريين من الاسواره
السياسية للحكم، ايجاز حقوق التنظيم للحزب
الاجرائي، جمعيات ومنظمات
ايجاز حقوق العمل لى...

فلهذا نخذ الترتمكين الجزائريين بجملة
ما طبعه وودون أي شرط موقف مطالبه
التأسيسية الماسدة وجرحها بالهزم
حما هزرون للعمل مع كل من يتفاد كوكهم
في هذا الشعار.

- على سبيل حكم الاستبداد!
- مع حكومة مسؤولة أمام الجمعية
التأسيسية الماسدة متفحمة في
اقتراع شامل!
- لإعتراف كل المنظمات السياسية و
النقابية!
- لحرية النشر، لحرية التعبير، لحرية
التجمع والتنظيم!
- لاستقلال الاقار العام للعمال الجزائريين
من الحكم الماسد!
- لحرية كل الماسجين السياسيين - حرية
العودة للا مهاجرين السياسيين!
- للمغرب الشراكي!
- للاشتركية!

الجزائر في 31 مارس 1976

لجنة ألغام التزمسين الجزائريين

صريح لجنة ألغام التزمسين الجزائريين لتجديد المنظمة العالمية الرابعة

منذ عامين تقريبا (صيف 1972) اتسعت
أزمة التنظيم الحوكمي العسكري البوليسي
تحت قيادة بومدين، الذي انقضت بالانقضاء
العسكرية بتاريخ 19 جوان 1975.

انقضت هذه الأزمة بصفة مستمرة ثالثا حديدا
وقع فيه سحق مجلتي الثورة الذي أصبح حرد الزيادة
عسكرة بعد ما أن تفشل ثلاثين فردا - وهذا هو
عمليات السحق المتتالية (قائد أحمد، شريف
بلفاسم، "عادت" مدعوي، وأستاذ وزير المال
سبعين محروفي - التي آتت).

أخذت اليوم الأزمة انكسوبة فالتا عصبيا
وهذا في النداء للشعب الجزائري الذي
وجه من طرف القادة الأربعة السابقين
قادة الحكومة الموقرة للعلماء والجزائريين،
قادة اللجنة الوطنية للثورة الجزائرية، والجزائريين
جيش التحرير الوطني - بعد مرور عشرين سنة
وهذا في تاريخ 19 مارس 1976.

يقدم النداء بإشراك القادة السابقين إلى
معاودة الحرب وأساليب حكومة بومدين
و عملاته كإسناده عقيد باجيش الوطني
الشعبي.

كل فرد يشاهد الأزمة السياسية التي تعقد
وتتطور اليوم بصفة ساطعة -
صالحهم أليس لهذه الأزمة السياسية؟

الثورة الحاصرة

كجزائري نشاهد أن الأزمة السياسية اندفعت
كل جزائري نشاهد في مله البوليسي بأن الأهداف
التي حارب من أجلها الشعب الجزائري منذ منظمة
شقة ضارا فريقيا، لم تتحقق. هذه الأهداف التي
من أجلها جنى الشعب الجزائري بدماء وشفق
من أسائه. هذه الأهداف تمثل في الاستقلال
الوطني التام، الذي يعني فطيم وقطع قيود
الانبريالية - هذه القيود التي جعلت من الجزائر
تخضع للانبريالية - تمثل في الاسترجاع الأراضي
كسب المصنعة، كسب الحرية والعلم.

كل جزائري يشاهد بأن الثورة الرابعة انقضت
من طرف تزييل كومن هو عقيد باجيش الوطني
الشعبي. كومن هو دارك وولني، كومن هو من
الأمن الوطني، وبأن الحكم المأساوي في البلاد
ليس لا تقضي ولا بالثباتي وأنه مركز
بالعكس على صفة هرمية من صفات الدكتا
توربية العسكرية البوليسية.

كيف تمكن كل هذا؟

كل هذا أتت صيدا بتوقيع اتفاقات
الحيثيات، هذه الاتفاقات التي أساس
تركيبة الحكومة الميجوازبية على أساس
الأولياء بالعدو مع الانبريالية. هذه العقود
التي تخضع الشعب الجزائري للانبريالية الفرنسية
لقد في حقيقة الأمر هذه الميجوازبية الجزائرية
تعتبر هيمية وفي محل فشل إلى درجة أن لم
يكن في وسعها تلبية المطالبات التي
قد سلمت أمرها وكوما له بها من حكم و
سيادة إذ من بلاد ليستمر على الأقدار
العام للعالم الجزائريين وعلى منتهى الأقدار
الوطني للشعب الجزائريين، ولقد كل العمال
الذين أخذوا صراخ من الاستقلال كالأمر
مطامع، مصانين، وقد يد إدارة الحكم
في وسعها حماية التنظيم الميجوازي.

الحكم العسكري البوليسي لدى بومدين
بعد أن أصبح بلا عاريا من تفهيف مشاريع
الميجوازبية السابقين، أنهم بومدين على
أساس جيشه الدموي الشعبي كقوة وحيدة
مركزة ومرتبة قادرة على حماية التنظيم
الميجوازي وأحكام الميجوازي. هذه هي حقيقة
الانقضاء العسكرية بتاريخ 19 جوان 1975.
فجلا بومدين تمكن من إتمام عملية حماية
التنظيم الميجوازي، وهذا بعد أن أساس عدوة
عوامل منها، أساس الجيش الوطني الشعبي
فانك تقام جيش التحرير الوطني، والذي
يعتبر بقوة مضادة للثورة والذي يكون في
تونس وفي المغرب بإعانة الميجوازيين
الغربية، وعوا من الانبريالية العالمية،
و عائلات مادية وسالسية، وعوا معلومة
الكرامات الميجوازية - كل هذه العوامل
صنعت بومدين الرد العار من الأراضي والمطامع،
حق الحقيقة الوطني، فسخ الدستور وأعاد
حرب جملة التحرير الوطني وصناعة سياس
جملة التحرير الوطني عن كاحية سياسية
مفوسسة، بحق الأقدار الوطني للعلماء
الجزائريين واستعداد الأقدار العام للعمال
الجزائريين، ثم صنع المزيات الميجوازية
وتكسب الأرقام الرئسي في كل طرف
وأساليب الحكم.

لقد تمكن بومدين من تركيب ألسي
الحكومة على أساس الجيش الوطني الشعبي
وقام بحمله من درك وطني و بوليس على
حساب ألغام كل من هذه المؤسسات،
مؤسسات الفصح ومنع المزيات الميجوازي
هبة - بل يمداهم أرامي خليه ومزارع
ومطامع تكونت مؤسسات الفصح في
المطار تحت لاصد، بأي رقابة ايداريه
أو جبانته أهدت اليوم هذه المؤسسات
العلمية على الفصح عبر بومدين الميجوازيين
حساب من خلايا الجمع الجزائري.

من ناحية مشروع الجولان الثلاثي (1967-70)
والطوط الرياضي الأول (70-71) والثاني
(71-77)، فلو صني على خلاف نظام و
مكاسب الميجوازية في حماية بومدين
وعلى الاستقلال بصفة صابرة أو
بواسطة الفترات الوهمية.

بأن عدم وجود المبلغ الزراري من ناحية
وتدعيم العقود مع الانبريالية العالمية
من ناحية أخرى حرد المطامع المتتابعة
من كراماتنا لبناء اقتصاد قادر على
حد المفساد الإجماعية التي خلفها
الاستثمار والاسم وجود أمكانيات العيق
والملك ومعي الأصبية
أفتر أمر مشاريع المطامع في اتساع
الترائب وفي توجيه كيات بالعلمة
من الأموال في ميدان استغلال البرور
والغاز ومشتقاتها - ولذا جعل من
ومعجبة البلاد ورضية الاستقلال
والترتيب تحت سيطرة الانبريالية العالمية:
90% من مصادر البلاد مختصرة في ميدان
البرور والغاز وصنفا تماما.
أما نتائج النمو الصناعي ونتائج

الثورة الزرارية لم تكن منقور زائد لا
تسعة له من الناحية الاقتصادية، أو السياسي
مدور البطالين من النساء والنساء، يمثل من
الكرامات أعداد بصفة شاملة.
عدد المطامع بين تيار مليون جزائري مع أ
المكانيات المتواجدة في ميدان العمل
البلاد غير موجودة - أجمو المطامع موجودة،
الأموال في الخافي مستعمل، حتى من التمييز
في الخافي الأساسية أصبح غير معلوم،
أصبح احتياج
كل ما سئل له بومدين من محدود لتكم الخلاء
على وجهه الشعب الجزائري بصفة فعلا
وقلا ذبحة لا يمنع مطالب الشعب الأسياد
من أن يبرز وتناخذ موقفا عندما تتسع أو
الإدارة السياسية في الحكم.
صند المطامع عمال شركة القل يا جزائري العام
(رحمن أ) في سنة 1974 وبالآخر صد
الإهمرات العام للعمال الفترية للعلماء
مكونه دخلت طبقة العمال في المطامع هذه
التصاميم المأساوية للدفاع من ملامتها وعن
مصالحها الأساسية، دخلت تدعي كعالم
العلمة هذا الحكم المأساوي الميجوازي عن
المزيات الميجوازية (مماثلة الأقدار
العام للشباب الجزائري) وفي المطامع تدعيم
مقاومة العمال من هذا الحكم المأساوي

أزمة وإفلاس الحكم

بأن نمو برامج الطقات، ومعجبة الفتر الملتقى
ومعجبة الطقات، ومعجبة الأربعة لإفتر
ديرة والمالية كلها جعلت من صانعة
الحكم تلمر وتناخذ قاليا عليها، وخلصت
إلتزام وتفتك مجلس الثورة
للحكم في الوضعية الاقتصادية التي تركه
بالترسمية المالية أخذ بومدين قرار
باعتبار فيه أموال من طرف البنوك العامة
تتركز مطالب البنوك العالمية التي قبلت
من طرف الحكم المأساوي ميزانية المعيشة
على سياسة تطهيف ميزانية المعيشة
بصفة شاملة وعلى الاستقلال أكثر
فأكثر.

أما من سياسة بومدين في البلدان الأخرى
الإجتماعي التي لم يرحل في خطابه بدأت
19 جوان 1975، والتي تمثل في مشروع
اتفاقيات الجمعية الوطنية المعجبة،
في اتفاقيات رخص الميجوازية، في صو
حزب جملة التحرير الوطني (المؤتمر الأخير
وقع في سنة 1974)، كرامته سياسة
مصدرها الأساسي يتكون في محاولة
فقتل تعبئة وتنامع طلبة العدل مع
العلمين والطلبة هذا الحكم المأساوي
كل هذه السياسة همدت في قالب
خطاب عام في ما خلف مشروع الميثاق
الوطني.
بأن التوجهات التي صلت في هذا الخطاب
لا تكون مصدرا لقاه ديموقراطي الحكم القا
فهي الصريح بالأزمة المالية التي يتخبط فيها ال
المأساوي. فهي تعبر بصفة مفوسسة على فتر

من أجل سيادة الجمعية التأسيسية

لم تكن بومدين وولع بحدد سلطة النواب، المثلي في
الجمعية الوطنية، مثلي البروليتاريا، مثلي الفلاحين
ومثلي النساء والشباب في نطاق حرية التعبير لجنة
ديموقراطية في البلاد.
واجب على النواب أن يحتفظوا على جميع السلطات -
وهنا هو الشرط الأساسي لوجود سيادة الجمعية
الوطنية التي تتكلم عنها بومدين -

من خلال هذه الجمعية التأسيسية يجب تحديد دستور
للبلاد - يمين في صدر حكومة مسؤولة أمام الدستور
من أجل السكوت واحترام الحريات الديموقراطية -

هذه هي المعركة التي نخوضها لجنة "المنظمة الجزائرية"
مع جميع المناهضين، أحزاب وجماعات موافقيا في
هذه السياسة -

لأنه من الطبيعي استخلاص نتيجة حرب التحرير التي أدت إلى تزييف
 الحركة العاملة الوطنية (قديما) الحركة الوطنية الجزائرية - جبهة
 التحرير الوطني - حزب الشيوعيين الجزائريين - الاتحاد العام للعمال الجزائريين
 كلها قدرة على التعبير -

أيضا سوف يكون هناك شروط أولية متفق عليها: هيمنة حياة
 سياسة جديدة في الجزائر، واتخاذ بعين الاعتبار جميع المشاركين
 أمام جميع العمال، جميع الفلاحين، كل الشباب وجميع النساء.

حرية التعبير للعمال، للنساء وللشباب

دعا يومدين أن الفترة العشرية 1965 - 1975 قد انتهت مع
 إنجاز كل المشاريع المطلوبة - هل يوجد وقت أداء حرية التعبير
 للعمال للنساء للفلاحين وللشباب؟

يجب تحضير الميثاق بلغة ديموقراطية وبواسطة الشعب
 يجب أن الفلاحين يتخذ حرية التجمع في كل دوار ومنشأة لتحضير
 مطالبهم وانتخاب مسؤوليهم في مستوى الدائرة.

إن العمال قادرون على انتخاب نوابهم ومسؤوليهم بلغة رسمية
 بلغة أجدد من عملاء البيروقراطية ورأسها.

هل النساء والشباب عاجزون على انتخاب نوابهم؟

هل الجنود عاجزون على انتخاب نوابهم؟

النساء والشباب والجنود قادرون على انتخاب نوابهم وهذه
 القدرة أصبحت اليوم شتي هزوري!

— أقام من مفهوم ما قاله بومدين في ما ظهر الفكرة العشرية 1965 - 1975
الذي خلفه رسمياً يعني أن الانجازات خلقت علم أحسن ما يرام،
المفهوم السياسي الواقعي الجاري عملياً يتلخص في نقطتين:

• فشل وقف اليورجوانية الجزائرية وعدم قدرتها
على أي نمو اقتصادي أو إصلاح سياسي.

• اندماج وتنقية الطبقة العاملة وقدرتها خلفه قاطعة
على التسيير علم الوضعية الحالية، الوضعية الاقتصادية -
لهذا التشلل الحديدي الذي اتخذته الطبقة العاملة يداً متمثل
في كل الميادين منذ عام خلفه رسمياً.

— حدد بومدين موعد انعقاد اجتماع حزب جبهة التحرير الوطني، وهذا
الموعد سينعقد قبل جوان 1976 لتحرير المرحلة الواسعة للنقاش الديموقراطي
قراطي حول الميثاق الوطني - ثم قال أن الوطن سوف يعين جمعية
وطنية شعبية تنتخب بواسطة النقابات العام -
ولكنها أكثر من أربعة أشهر قد صرت بعد الترحيح والنقاش الديموقراطي
الذي طرح به لم يبدأ بعد.

— في نفس النطاق تحدث بومدين عن امكانية حرية التعبير السياسي
على طريق الصحف والاذاعة والتلفزيون - ولكن هذا يتناقض
مع عدم وجود الحريات الديموقراطية: حرية التعبير والنشر والتجمع
أما حرية التعبير السياسي التي يتكلم عنها بومدين تنحصر في حرية
الرد، حرية الشخص التي خلفه قاطعة محدودة في نطاق السياسة
المساعدة -

—
 إذا ما هو محتوى هذه الديموقراطية الميسرة عليها؟
 محتوى الديموقراطية صر بوطرطها تأمناً بمحتوى سياسة
 قيادة مجلس الثورة.

المفهوم الاجتياحي لهذه الديموقراطية محصور في سياسة
 واجهة، المقصود منها يتمثل في اعطاء هبة ديموقراطية
 للحكم المساند على أساس القوة العسكرية والبوليسية، لأن اليوم
 في نطاق الأزمات أساس الحكم المساند يتركز أكثر فأكثر على القوة
 العسكرية والبوليسية.

—
 هذه السياسة التي يقال فيها أن الشعب له الحق أن يتخذ في
 جميع مشاكل البلاد، تريد من وراء هذه الديماغوجية مظهرًا
 واضحًا

—
 لسبب عدم وجود الحريات الديموقراطية التي يتمكن
 بها الشعب أن يتجمع، أن تكون له حرية التجمع وحرية
 التعبير والنشر، مفهوم السياسة المساندة محصور
 في الكلام ولا في الأفعال. لذا الشعب له الحق أن
 يتكلم في كل شيء، ولكن النفوذ يبقى في أيدي القيادة
 المساندة.

لذا التحدث في جميع المشاكل محصور في نطاق الفرر، وفي
 نطاق الشبه الذي بطبيعته الحال مكثف النفوذ السياسي
 إذا النطاق الوحيد الذي يمكن فيه التحدث عن جميع المقتضى
 هو النطاق الفردي في ايطار المفهوم السياسي الكوموني
 المساند.

في كل سنة يزاد اغلار مجلس الثورة - و جميع الاعضاء المدونة له والخطيين عن الولايات الداخلية ١٨ :

طاهر الزبيري ، محمد وفتح ، صالح بوسيدار ، يوسف حطيت ، شعبان ، كلهم عند السيد و...

ان بومدين الحكيم وحيثا ، في الوضعية الحالية ، ووضعية الارضية ترفض نهائيا الطبقة العاملة كل الظروف التي تعيشها ، هذه الظروف التي لا يوجد فيها أي حرية ديموقراطية -

أى ميشاق وطني ! -

يعلم بومدين بصفة جيدة أن انفرادة في سلطته بولد اشجار اجتماعيا يوشد على الاستقلال والاطاحة بنظامه .

ان بومدين واثق من وضعية اشتباك رموي بين الشعب والبيد الوطني الشعبي ، والذي سوف يكون نتيجة تلك الجيشين وطنية نظامه .

ان بومدين نفسه بصفة قاطعة غلب الشعب والسولانه على الحكم انشاء انتخابات المجلس الوطني .

لكن هذه الاسباب يتخذ بومدين وسيلة الميزة الديموقراطية للميثاق .

طالبي هذه الميزة الديموقراطية للميثاق ؟

يجب على محتوي الميثاق أن يكون في ضمن محتوي حزب جبهة التحرير الوطني

يجب على محتوي الميثاق أن يتناول محتوي الثلاث تورات الثورة الصناعية ، الثورة الزراعية ، الثورة الثقافية ، في محتواهم الذي سطر من طرف السلطة السائدة في الحكم .

أما من قيادة حزب الطلبة الاشتراكية ، فظهر القيادة الوحيدة التي انطلقت بالسياسة الجديدة للزعيم كدر الجزائري يعرف جيدا أن الفريق الذي استولى على الحكم بواسطة الانقلاب يتكون من

عبد السلام ، قائد أحمد ، شريف بلقاسم ، بوتعليق
 كلهم يتولوا الرضرة البورواجزية بقيادة بومدين
 هذه الرضرة البورجوازية تدافع أساسا على مصالح الطبقة البورجوازية وليس على مصالح طبقة العمال البروليتاريات ، واللا حينما القراء
 في الحقيقة ، هذه الطبقة الحاكمة تكون جزأ لا يتجزأ من البورجوازية العالمية الذي تلخص أيديها التكنولوجية الاقتصادية ، وأن نفس هذه الطبقة الحاكمة اللزيلة ، الواهنة قد قوضت وعطلت بسلاطتها والى بومدين ووالس وصر الحينس الوطني الشعبي -

في الحقيقة أن أمر هذا الخطاب يبين بصفة واضحة وضرورية لازمة ، انظمة الطبقة البورجوازية ودولتها - هذه الطبقة البورجوازية ليس في قدرتها أن توفر رغبة الطبقة العاملة ، هذه الرغبة التي تتصل هي :
 - كسب العميش
 - كسب الحريات الديموقراطية
 هذه الرغبة التي ناضلت من أجلها كل الطبقة العاملة

بصفة أوضح وأن هذا الخطاب يبرهن على وضعية القيادة المسيطرة على الحكم بواسطة الفترة منذ 19 جوان 1965 ، وضعية لا تتمتع فيها هذه القيادة من البقاء وتكون لسيارتها على الحكم -

- اما من مسئلة الحريات الديموقراطية التي تتمتع بسلفه
قائمة في:

. حرية التجمع

. حرية التعبير

. حرية النشر

- كذلك الحريات الديموقراطية لا توجد وليست لها أي أثر

هل لهذا واسط ديموقراطي أو أزمة في الحكم؟

يجلن بومدين في خطابه بتاريخ 19 جوان 1975
بالقرارات الآتية:

. اجتماع صقيل لحزب جبهة التحرير الوطني

. انتخابات تكوين الجمعية الوطنية الشعبية

. انتخابات الرئاسة

كذلك القرارات لها مصدر وحيد: فقتل سياسة

الحكومة منذ تاريخ 19 جوان 1965

في نطاق تنفيذ مشروع "الميثاق الوطني" طرح بومدين

في خطابه تكوين لجنة وطنية للقيام بهذه المهمة،

صاحبة "الميثاق الوطني" الذي يعرض لكل جزائي للانتفا

وهذا يعبر على جوهر الحرية الكاملة.

لقد قلنا سابقا بأن المشاكل التي طرحت منذ الاستقلال لم تجد
جد أي حل صحيح وسليم.

لماذا يدعو الآن بومدين والممثلون الجمعية الوطنية

الشعبية بعد أن دعا سابقا مدخري والممثلون لهذه الجمعية

قبل اغتياله بسنة انشطار؟

المجعية التأسيسية السادسة

صرح بومدين في خطابه بتاريخ 19 جوان 1975 في ما يخص بالخطية العنصرية واثبت بان المرحلة البناء في نطاق الخطية العنصرية قد انتهت الآن مع انجاز كل المشاريع المسطرة -

اما نحن فنبين عدد منها لم نجد حولا بعد:

- مشكلة العاطلين عن العمل
- مشكلة الارادة السكنية
- مشكلة المواهب المهدرة
- مشكلة المهاجرين الى فرنسا
- مشكلة الحريات الديموقراطية

كل عامد يعرف حق المعرفة بأن:

- الطبقة العاملة في احتياج متواهد
- الانتاج الاقتصادي غير كافي
- الثورة الزراعية لم تنجز بعد

كل مهاجر، كل امرأة، كل شاب وكل عاطل عن العمل يعرف جيدا أن مصدر وأساس الثورة الصناعية صيني لا على اتساع عدد العمال ولا في صالح العمال -

رغم مصدر هذه الثورة الصناعية، العمار أن يلتجوا الى السلطة الهجرة إلى الخارج لطلب المعيشة، ولها بسبب اتساع عدد العاطلين وقلت وجود العمل في البلاد -

—————
 لحفة "المنهنة" مفتوحة للامير يريد لتقينا الحريات العالمية والحريات
 الديموقراطية، حرية التجمع، حرية التعبير، ازالة الازالة، الحق
 للجزائري للمشاركة السياسية في البلاد، للانتخاب لجنة حرة كل
 من رؤساء البلديات، النواب، اطباء عديدين على حسب اختياره في
 تلويث حر، الذي يمكن من انتخاب وتقديم كل حزب سياسي. حق
 مراقبة الابدارة، مراقبة العدالة، مراقبة الجيش وكل فروع الحكومة
 نحن زقلا ان عددا بعد انقلاب ينشأ انقلاب آخر، بعد
 يومين، يومين آخر!

. من اجل حكومة مسؤولة أمام جمعية تاسيسية صغينة
 ديموقراطية من طرف الشعب، في انتخاب يكون فيه حرية
 كلال احزاب لتقديم نوابهم!
 . فلينتهي نظام الحكم السابق والغاشم!
 . من اجل جمعية تاسيسية!

—————
 في ما يخصهم، المناهين الترسكين الجزائريين، الذين يناهلون من
 اجل الاسراكية، الذين في علم بان النضال اليوم من اجل الجمعية
 التاسيسية له لجنة جاد نضال من اجل سيادة البروليتاريا
 كوسيلة وحيدة لتحقيق العمليات الديموقراطية التي لم تجر من
 طرف البورجوازية الوائنة - المناهين الترسكين الجزائريين
 لهم في اوند لفوف النضال والمعرفة. لهم في علم ان المعرفة
 لا تتجزأ من عمل بناء الحزب العالمي الجزائري، فليئة جزائرية
 من المنظمة العالمية العاملة في تجديد المنظم العالمية الرابعة

كل البرجوازيون الذين تحطروا جي المسمى بإجتماع الاتحاد العام للفلاحين
الجزائريين ، هذا الاتحاد الذي يخدم مصالحهم .
نحن نطلب طرد خلفا بورجو و بن قانة -

حديقة " المنامة " مفتوحة لمناجلى حزب جبهة التحرير الوطني الذين
ساختطون منذ 1965 من أجل عدم وجود برلمان ، نواب ، من أجل
الحكم السائد الذي يعجز بتفلسه مسؤولي الحزب .
حديقة " المنامة " مفتوحة لكلا الجماهيرين الذين يتذكرون في هذا
التشهر ، سطر نوفمبر ، الذين يتذكرون كل التضحيات التي محمد بها
الشعب الجزائري من اجل الحرية - كلا الجماهيرين اللذين يتشاكلوا
بان الجيش الوطني الشعبي يكون قوة عسكرية اجنبية للشعب والجيش
الشعب . هذا الجيش الوطني الشعبي الذي يدعى بالدفاع ، دفاع
الشعب . هند من ؟

حديقة " المنامة " مفتوحة لكل المدرسين اللذين يرفضوا الدين الاسلامي
تجوار للتعليم ، كقوة غاشمة اليوم للثقافة -
كيف يمكن ان تكون عقولا مستقلة ان المدرسين محدودون من حرية
الانتقاد والاختيار البرامج التي تسيطر عليها وزارة التثقيف الوطني الذي
تحت اوامر وزارة التعليم الاهلي و الشؤون الدينية .
كيف يمكن تكوين الاساتذة والرجال الذين يحناجهم البلاد . عندنا
الاستبداد محل محل حرية الانتقاد . نحن نطلب حرية التعليم من الديانات
وحرية الحقود من الديانات -

حديقة " المنامة " مفتوحة للطلبة ، للجامعيين ، للباحثين الذين في جمعية
محررة من اسباب تدخل البيروقراطية الغاشمة ، الساخطة !

حديقة " المنامة " مفتوحة للشباب الذي تركوا اجمع في وجمعية البطالة
الذي في احتياج لكل امكانية الثقافة والاهلاج الاجتماعي . الذين لا
يجدوا لا حالي و لا مستقبلي . للحقوق من اجل العمل للكل ومن اجل
التثقيف والتثقيف .

حديقة " المنامة " مفتوحة للاطباء ، للإداريين الذين لا يجدوا الامكانيات
لأداء عملهم بلغة حررة .

• بآت الاستقلال السياسي يعتبر باستقلال ساحلنا !
 • بآت اليورجوازية الجزائرية الواهنة في خدمة مصالح الانبريالية !
 • بآت الحكومة والاسدارة وكل من فروعها يعتبر اجنبيين للكتلات الجزائرية
 وهذا الكتلات الجزائرية .

ايها الشعب الجزائري، ايها العاطل، ايها الفلاح، ايها المناهض، ايها الشاب
 من أجل المطالب الرئيسية والاساسية التي من اجلها نحت الكتلات الجزا
 أي: حق الحرية، حق الاعتبار وحق الرامة ! كل هذه المطالب لم تتحقق بعد
 ولذا فنقوم بالمقاومة، مقاومة شعبنا الباسل !

من أعنف كد الكتلات الشعب تتلعد هذه المطالب في: الحرية !
 اذا الترويسكين الجزائريين يحملون في صالح هذه الصحيفة، كل المناهضين
 من أجل الحريات العمالية والديموقراطية، من أجل الجمعية التأسيسية
 في امكاننا أن نجبروا على مخالفة في هذه الصحيفة .

« المنظمة الجزائرية » مفتوحة لكل المناهضين العمال الذين يرتقلوا محاولا
 الحكومة السائدة . لجعل الاتحاد العام للعمال الجزائريين كمركب لصالح
 الابدارة الحكومية السائدة . ان ضلصة الاتحاد العام للعمال الجزائريين
 نقابة العمال، تبقي في صالح العمال فقلا !

« المنظمة الجزائرية » مفتوحة لكل المناهضين الذين يرتقلون الحزب الوحيد
 اعتراف بكل الأحزاب الأخرى وكل المنطلقات الأخرى .

« المنظمة الجزائرية » مفتوحة لكل الفلاحين الذين يروا الثورات
 الزراعية تتجاوز، والذين يتقوا بدون أرائهم، بدون أدوات فنية .
 و صربو طهون بالبرجوازيون الذين يتاجرون بانتاجهم الضعيف : كل
 هاؤداد البرجوازيون الذين حطوا صيدان الفلاحة الملبسة من طرف العا
 هذه الأراضي التي فطمت عليها الكتلات الفلاحية هي لسنة 1962 - لؤلؤاد
 البرجوازيون الذين محاولوا أن يجعلوا من العمال في وصيفة قلة العبيث
 في أوائل شهر رمضان .

فهي قوة سياسية ببلدة رسمية تحت أي رقابة ، كلها في خدمة
صالح الاثريالية وحلفاها في الجزائر!

لا برلمان ! ولا جمعية وطنية !

حزب واحد : حزب القوة السياسية السائدة .
منظمة تقابلية (ا.ع.ع.ج) نشأت في صيدان الفلاح من طرف العمال أثناء
نفا حطم هند الاستعمار (والنظام الحار محاور كالمصرة أن يتطلع كل حياة
لهذه المنظمة ، سلاح في ايدي العمال - مع أن قيادة هذه المنظمة
تسيطر من طرف الحزم السائد ومن طرف الحزب) !

أيها الشعب الجزائري ، أيها العاطل ، أيها الفلاح ، أيها المناضل ، أيها الشاب !
ها اثنا عشر عام صلت على فقرة 1962 التي فيها تمتعت الفئات الجزائرية
من اعتقاب الاستقلال السياسي !

ها عشرين سنة صلت ، في عام 1954 ، اندفعت الطبقة العاملة
والفلاح حين في معركة النضال لرجوع الارض الوطنية ، نطق القالب
الاستعماري الغاشم ، لإختطاب الحريات العمالية والديموقراطية

اليوم ، سنة 1974 ، السيطرة الغاشمة دازالت سائده ! الحريات
العمالية والديموقراطية لا أثرا لها -
ولهذا هذه الصحيفة سميت "منظمة جزائرية" - ولهذا السبب
تصدر هذه الصحيفة بالخاضع !

أيها الشعب الجزائري ، أيها العاطل ، أيها الفلاح ، أيها المناضل ، أيها الشاب
وان التروتسكيين الجزائريين الذين يناضلون في الجزائر وهي البحرة ،
للبناء حزب عمال شعوري بالجزائر ، حزب الطبقة العاملة الجزائري
للتجديد المنهضة العالمية الرابعة ، يتبعوا :

مجلة "المنصة" رقم واحد نوفمبر 1974

لماذا مجلة "المنصة"؟

أيها الشعب الجزائري، أيها الفلاح، أيها العامل، أي المناضل، أيها الشاب!

أكثر من 150.000 جزائري مجبورون أن يهاجروا لطلب العيش، أن

يهاجروا إلى أوروبا!

أكثر من مليونين عاطلين عن العمل وهذه مع شعب 13 مليون نسمة

500 دينار تكون مرتب كل من له الحظ لوجود عمل - وهذا يكون

بصفة وسيطة ما يكفي به عائلات لسبعة إلى اثنا عشر طفل!

كل الحريات ممنوعة: حرية النشر، حرية التعبير - حرية التجمع!

لهذه نتيجة اننا نرعى عام من "استقلال"، تحت قيادة بومدين

وحلفائه!

أيها الشعب الجزائري، أيها الفلاح، أيها العامل، أي المناضل، أي الشاب

لهذه النتيجة حتمت شعبنا بدم أكثر من مليون من ابنائه، هذه

النتيجة جازم لسببنا كل الاستعمار الغاشع؟ طبعًا لا!

لأن الشعب والعامل الجزائريين جاهدوا من أجل حق العيش بكل كراهة

ومضفة، للحقوق في العمل وفي الأجر وللحقوق الرقابية والتدخل

في مصالحه، للحقوق الحريات!

ما هو الأمر الحالي؟

حكومة منبذة من انقلاب تلونسي، قاتوني، ايداري،

عادي، من الجيش، من البوليس، أجهت في أيدي رجال قدامون

في صالح النظام العسكري - البوليسي.